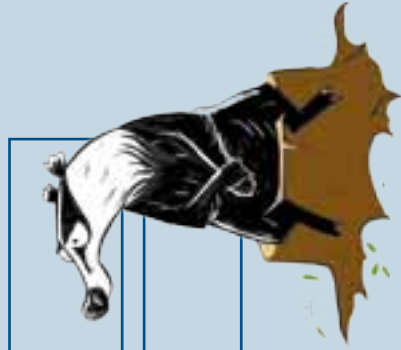


2	<b>Brèves</b>
	<b>Vieux Fourneaux au temps du masque</b>
3	<b>Collectivités locales</b>
	Le chamboule-tout macronien prépare une France à plusieurs vitesses
4	<b>CADA de Peyrelevade</b>
	Mobilisation pour un accueil digne de ce nom
5	<b>Avec les sans-papiers à Paris</b>
6	<b>Ne tombons pas dans le panneau (photovoltaïque) !</b>
7	<b>Va Lavoir si tu y es !</b>
8	<b>Façonner des esprits libres ?</b>
9	Nos enfants n'appartiennent pas à l'État !
10	<b>Une trilogie corrézienne :</b>
11	<b>Planète paysanne</b>
12	<b>Des Kanaks à Tarnac</b>
	Un plateau de fromages de montagne :
13	<b>« Mais il est où, votre Plateau ? »</b>
14	<b>« Ah Dieu que la guerre est jolie ! » - 1870</b>
15	Le soviet de La Courtine a désormais son livre de référence 1915 - 1920
16	<b>Le Cycle de Syffe de Patrick K. Dewdney</b>
17	<b>René Bonnet : un enfant limousin « à l'école de la vie »</b>
18	<b>À lire et à manger</b>
19	Les chroniques d'exil et cycliste Lectures
20	<b>Bloc-notes</b>



Des fois, je me demande si j'existe réellement ?

suicide  
licenciement  
sans-papier  
chômage  
racisme  
dictature  
néo-nazi  
corruption  
assassinat  
fascisme  
pollution  
détention arbitraire  
loi sécurité globale  
répression policière  
asile politique  
macronisme  
pauvreté  
faim  
virus  
génocide  
terrorisme  
guerre  
exode  
féminicide





# Vieux Fourneaux au temps du masque

- T'en fais une tête mémère !

- Dis donc Arsène, je te rappelle qu'il y a 25 ans tu as épousé une nana prénommée Suzanne et pas mémère ! Sinon je peux toujours t'appeler gros-père avec le poids que tu as pris ! Donc oui je suis en rogne ! Au marché ce matin, j'avais mon masque, j'ai croisé Jules, tu sais bien l'adepte de Raoult.

- Ouais...

- Tu sais ce qu'il me sort ? Eh bien il ose me dire : « Tiens tu es de sortie ! » Alors, non seulement il refuse le masque et se tient trop près des gens, d'ailleurs il a pas apprécié que je me recule quand il s'est rapproché, mais en plus si je l'écoute, cela voudrait dire qu'à mon âge et avec mes soucis de santé je n'ai plus le droit de circuler ! Au rebut la vieille ! Alors que, je te rappelle, je passe plusieurs heures par semaine pour l'association. Même Paul, qui me sort un salmigondis où il mélange gilets jaunes, retraites, manif pour l'hôpital en disant son ras-le-bol et hurlant qu'on ne l'écoute pas !

- Remarque c'est pas complètement faux. Non c'est pas toi, mais quand on a un président qui se nomme lui-même Jupiter, qui confond écoute et manipulation : on s'est payé les gilets jaunes suivis du grand débat, la convention citoyenne pour le climat, le plan Ségur pour l'hôpital après 30 ans de réductions (pardon, de « rationalisation »). Bref qui dit : « je vous écoute » mais en fait qui s'en bat l'œil. Les cafouillages autour de la gestion de l'épidémie, les coups de menton alternant avec le paternalisme... Relis Orwell, c'est plus que jamais d'actualité : novlangue et ennemi invisible, la guerre permanente. Y'a de quoi péter un câble...

- Oui mais quand même on ne peut pas tout mélanger : les incohérences du gouvernement et l'oppression avec une réalité qui est la présence d'un virus augmentant régulièrement. En juin on était encore épargnés, depuis la fin de l'été ça monte et des personnes proches sont atteintes. C'est pas une maladie bénigne, tu as vu Marie cet été, même après des formes mineures il y a des séquelles. Alors dans la mesure où cela se transmet par la salive et les postillons, un masque est protecteur pour ton vis-à-vis et dans une moindre mesure pour toi. Cela me semble évident, de même que de se tenir à une certaine distance. Puisqu'il y a des formes asymptomatiques, on ne peut pas dire que nos proches et même nous ne sommes pas contaminants. Donc je crois qu'il faut porter le masque le plus possible et sans doute, si cela continue, même chez nous quand on se voit en famille et entre amis... Sinon il va se passer qu'on va confiner les désignés fragiles, les vieux et les malades et on ne pourra plus rien faire. Et eux avec leur révolte, ils se trompent de cible : ils dansent sur le volcan ! Jules a à peu près notre âge, qu'il prenne des risques pour lui cela le regarde à la rigueur, le problème est qu'il nous en fait courir à nous aussi. On est tous liés.

- Donc tu dirais que le masque c'est la liberté ?

- Je crois oui, au moins celle d'aller et venir.

- Justement, on va à la manif demain ? Je prends ma ventoline et toi ta trinitrine ? Et une canne est-ce que ce serait raisonnable ?

- Trop tard chérie, pendant que tu étais au marché, ils ont déclaré le confinement, sauf pour les travailleurs et nous on est retraités. Ils ont trouvé moyen de confiner les vieux... Enfoirés ! Comme dirait Paul !

- Manifester est un droit constitutionnel. On y va donc, masqués, à distance et munis d'une attestation *ad hoc*, il y en a qui circulent sur internet.

Dominique Weber

*J'avoue qu'il fallait une certaine dose d'inconscience politique pour oser annoncer cette prime exceptionnelle de 150 € aux ressortissants du RSA ! Ça ne couvre même pas l'achat des masques obligatoires pour les enfants allant à l'école ! Franchement on se fout de la gueule de qui ? J'en bave de colère !*  
*Manu 1<sup>er</sup> a claqué 1 million d'euros en six mois, piscine, vaisselle et salle des fêtes !*  
*Et ça, c'est rien à côté de la dépense militaire : 1 036 € par seconde. Si si, vous lisez bien !*  
*Soit 495 € par français, dont 16 € pour les opérations extérieures : Mali, Syrie, Liban, Irak, etc. La dépense militaire française est supérieure à celle de la Russie !*  
*La situation est grave et désespérante. Gouverné par des saltimbanques cupides, administré par des chiens fous dans nos départements, trompé par les médias, trahi par nos représentants qui ne cherchent que le pouvoir et le fric : insulté et méprisé par notre monarque qui traite d'amishs les opposants à la 5G ou encore ce ministre de la justice qui se moque des écolos en les traitant d'ayatollahs !*  
*Et la réponse du pouvoir c'est quoi ? La gendarmerie achète 89 nouveaux blindés pour la guérilla urbaine en prévision des futures manif, coût 65 millions d'euros !*  
*On aurait pu en embaucher des aides-soignants avec ce fric !*  
*Que nous reste-t-il ? La lutte armée ? La désobéissance civile ?*

m.bernard



**Vous pouvez effectuer le règlement de votre abonnement en ligne en utilisant le compte **helloasso** mis à votre disposition sur notre site. HelloAsso est la première plateforme de financement participatif dédiée aux associations et a été créé afin d'offrir à toutes les organisations la possibilité de se financer grâce au numérique via une solution complète, simple et gratuite. - <https://www.helloasso.com> - Paiement sécurisé.**



Trimestriel édité par l'association IPNS.. Clin d'oeil à "Imprimé Par Nos Soins" que connaissent bien les associations, notre titre décline différemment ses initiales dans chaque numéro.

**IPNS**

Directeur de publication : Michel Lulek - 23340 Faux la Montagne  
 Mise en page graphique : Michel Bernard  
 Illustrations : Michel Bernard et Philippe Gady  
 Imprimerie : Rivet Presse Edition - Limoges, labellisée Imprim'vert  
 Commission paritaire : 1022 G 81 797 - ISSN : 1635-0278

**<http://journal-ipns.org>**

## IPNS - Je m'abonne !

Nom :

Prénom :

Adresse :

Courriel :

Abonnement pour 1 an (4 numéros), ordinaire 14 € ☐ , de soutien 20 € ou + ☐

Abonnement pour 2 ans (8 numéros), ordinaire 28 € ☐ , de soutien 40 € ou + ☐

Bon à retourner à : IPNS - 23340 - Faux la Montagne



# Collectivités locales

## LE CHAMBOULE-TOUT MACRONIEN PRÉPARE UNE FRANCE À PLUSIEURS VITESSES

Et si le « séparatisme » se glissait au nom de la « différenciation » (il faut tout le temps apprendre un nouveau vocabulaire...) jusque dans les lois de décentralisation ? C'est en gros ce sur quoi nous alerte Roger Fidani à propos du « projet de loi organique relatif à la simplification des expérimentations » actuellement en discussion au Parlement.

Avec les gouvernements successifs de Nicolas Sarkozy et de François Hollande, les réformes territoriales promulguées selon la logique autoritaire, productiviste et de compétitivité de l'Europe néolibérale ont abouti à un cadre institutionnel du pays où les déséquilibres territoriaux se sont renforcés ; à une baisse drastique des dotations de l'État aux collectivités ; à un recul notoire des services publics ; à la mise en place de régions et d'intercommunalités XXL qui éloignent les populations des lieux de décision. L'idée même d'un aménagement du territoire national s'est évaporée.

### Émiettement territorial

Mais le projet de loi macronien sur le droit à la différenciation territoriale présenté en conseil des ministres en juillet 2020 se caractérise par une mise en cause grave et délibérée de l'universalisme républicain et constitue un nouveau palier dans l'émiettement territorial. Sous les prétextes fallacieux « de mieux adapter les politiques publiques aux réalités des territoires » (Jacqueline Gourault, ministre des relations avec les collectivités), « de libérer la créativité et l'énergie du terrain » (Macron) ou de « se rapprocher des territoires pour une prise de décision plus rapide », on casse en réalité l'égalité républicaine, la norme se modulant selon la collectivité. De quoi s'agit-il ? En 2003, la révision constitutionnelle a donné la possibilité aux collectivités territoriales de recourir temporairement à une expérimentation et si elle s'avérait bonne de la généraliser. Dans le cas contraire, elle était abandonnée. Avec le droit à la différenciation, le constitutionnaliste Benjamin Morel nous dit que « l'expérimentation pourra être perpétuée mais sur certains territoires

**Cette réforme est un vrai danger car la différenciation est synonyme d'inégalité et de concurrence**

seulement. À cela s'ajoute à terme la différenciation des compétences. Sur le RSA par exemple, certains départements pourront le centraliser, le transférer aux régions alors que d'autres ne le feront pas ».

### Concurrence des territoires

Cette modification de la norme aux quatre coins du pays va creuser plus fortement encore les inégalités entre les citoyens et les territoires. C'est une rupture sans précédent dans l'égalité républicaine, une atteinte à la cohésion du pays avec une mise en concurrence aggravée des territoires. Une France à plusieurs vitesses. Une rupture qui permet aussi aux Régions « de se comporter comme des États dans l'État » (André Chasseigne). Ce droit à la différenciation, base d'un vaste projet de « décentralisation » appelé 3 D (décentralisation, déconcentration, différenciation) dont l'objectif inavoué est de réduire l'aire de souveraineté de l'État, est un objectif en adéquation avec l'Europe des régions à rebours d'une République une et indivisible. C'est-à-dire le contraire absolu de la possibilité d'un aménagement planifié des territoires tenant compte à la fois de leur diversité mais aussi de leur égalité.

### Un vrai danger

Ainsi, après avoir mis en place les grandes régions, comparables aux Landers allemands, dotées de compétences accrues, après avoir créé des agences régionales dans nombre de secteurs (par exemple la santé), la réforme du gouvernement Macron parachève le processus qui conduit à privilégier le niveau supranational européen au détriment des prérogatives de l'État national. Des prérogatives qui représentent



encore à mes yeux, notamment en France, des entraves politiques et juridiques à une domination accrue des puissances économiques sur les territoires. Cette réforme est un vrai danger pour l'unité de la République car la différenciation est synonyme d'inégalité, de concurrence, d'une possible affirmation de revendications identitaires encouragées par de possibles baronnies locales. Au bout du compte, un renforcement inouï du néolibéralisme sur le pays. Ce projet de réforme adopté en conseil des ministres en catimini en plein été<sup>1</sup> doit être dénoncé et combattu. La mobilisation organisée. Les élus ont un rôle particulier à jouer dans cette bataille.

Roger Fidani

1 - Le texte a été présenté au conseil des ministres du 29 juillet 2020 par Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales. La procédure accélérée a été engagée par le gouvernement. Le 3 novembre 2020, le Sénat l'a adopté en première lecture avec modifications. Il doit donc passer prochainement en première lecture devant l'Assemblée nationale.

## La CGT ouvre une permanence pour le Sud de la Creuse

Nous avons demandé à Jean-Yves Lesage, qui assure cette permanence, de nous en préciser les objectifs et le fonctionnement.

Les locaux de l'Union départementale des syndicats CGT de la Creuse sont à Guéret naturellement. Il manquait donc une structure de proximité pour les travailleurs et travailleuses du sud du département. C'est pourquoi décision est prise d'ouvrir une permanence pour informer, conseiller, solidariser les salariés d'Aubusson et du grand sud mais aussi d'accompagner les luttes sur ce territoire.



L'action de la CGT est au service des salariés, chômeurs, retraités. De toutes et tous que l'employeur soit privé, public ou associatif. La CGT se préoccupe également des travailleurs sans-papiers dans la perspective d'obtenir leur régularisation. Elle compte également s'impliquer dans les mobilisations écologiques traduisant en acte le pacte « Plus jamais ça »<sup>1</sup> qui s'est mis en place avec de nombreuses organisations écologiques dont Greenpeace et les Amis de la Terre, mais aussi syndicales comme la Confédération paysanne. C'est ainsi que nous lançons une campagne contre la privatisation des barrages (nos barrages !) que Macron veut offrir au secteur capitaliste, en particulier à Total qui cherche une porte de sortie du « tout pétrole ». Dans la même idée, la CGT 23 s'est engagée dans la campagne contre l'éolien industriel au côté des collectifs creusois.

Le fonctionnement de cette permanence se veut souple et adaptable. Un numéro de téléphone est à votre disposition : 06 48 31 06 12. N'hésitez pas à laisser un message précisant vos questions pour faciliter les choses. Il est aussi possible de se rencontrer, soit dans les bureaux de la CGT à Aubusson (50 Grande rue), soit près de chez vous ou près de votre lieu de travail, en fait au plus simple pour limiter le nombre de kilomètres puisque les distances sont un vrai problème sur notre territoire.

Jean-Yves Lesage

1 - <https://frama.link/0UjuGxE>

## Michel Moine court toujours

Fin septembre devant la Cour d'appel de Limoges, Michel Moine, un ancien membre du service d'ordre du parti socialiste reconverti dans la politique locale en Creuse, a encore obtenu un report.

Les faux en écriture publique de la communauté de communes Creuse Grand Sud, ces documents par lesquels en août 2015 son président Michel Moine a débloqué des millions d'euros magiques, seront-ils jugés un jour ? Pas sûr. On virevolte de report subtil en renvoi délicat, on navigue brillamment d'incidents de procédures en exception d'incompétences. La Cour d'appel de Limoges a renvoyé au 29 janvier 2021 l'examen de questions prioritaires de constitutionnalité qui ne seront que des préalables à l'examen de l'affaire sur le fond. Compter encore deux ou trois ans au bas mot si personne n'a piscine et si le parquet ne classe pas sans suite...

La lenteur des procédures est spectaculaire. Entre temps l'accusé a eu tout le loisir d'être réélu maire et redésigné membre du même conseil communautaire de la communauté de communes qu'il a lui-même mise en faillite ! Il fait par ailleurs l'objet d'une autre procédure, pour « gestion de fait des deniers publics », devant la Chambre régionale des comptes de Nouvelle-Aquitaine, dans laquelle il a eu deux mois à compter du 5 octobre 2020, pour expliquer « l'emploi qui a été fait des 250 000 euros irrégulièrement extraits » des caisses de la communauté de communes en 2013 pour soi-disant dépolluer la friche Sallandrouze à Aubusson. Sinon il pourrait, peut-être, enfin, sept ans après, être condamné à les rembourser sur son argent personnel. On a déjà vu des cas de justice un peu plus rapide et un peu plus sévère.



# CADA de Peyrelevade

## MOBILISATION POUR UN ACCUEIL DIGNE DE CE NOM

Le 21 novembre dernier, une centaine de personnes manifestaient devant le Centre d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) de Peyrelevade pour réclamer de la part de Forum Réfugiés, la structure qui gère le lieu, des améliorations concrètes dans l'accueil réservé aux résidents. Un bâtiment infecté par des cafards depuis plusieurs mois, des cuisines sous-équipées et des demandes de la part des résidents qui restent sans réponse... Autant d'éléments qui ont fait réagir. Des résidents nous disent leur quotidien.

Le CADA de Peyrelevade a ouvert ses portes en 2015 à l'initiative de son maire. L'enthousiasme était au rendez-vous, mais très vite des difficultés ont émergé entre les différents acteurs administratifs et associatifs sur les politiques d'accueil et de suivi à long terme des personnes accueillies. Dans le même temps, des habitants des villages alentours et certaines associations se sont engagés dans l'accueil. Le MAS (Montagne accueil solidarité) et la Cimade de Peyrelevade se sont affirmés dans leur mission de suivre les déboutés du droit d'asile et le réseau associatif local a hébergé d'anciens résidents du CADA dans différents villages du Plateau. Des échanges avec la mairie de Peyrelevade et les gérants du CADA ont été initiés, soit par des résidents du CADA, soit par des bénévoles associatifs, sans succès, pour trouver des solutions aux problématiques soulevées par les résidents (manque de transports ou absence de connexion internet par exemple), tant et si bien que les clivages entre les parties en présence n'ont fait que s'accroître.

### Humiliation

Le 10 juillet 2019, une lettre des résidents, reprenant des demandes essentielles (plus d'équipement dans les cuisines, le wifi et la mise en place de transports), signée par l'ensemble des résidents (moins une personne), a été adressée à Forum Réfugiés qui gère le CADA, ainsi qu'en copie à la mairie. Une démarche qui a été très mal interprétée par le personnel du CADA. Le MAS et le Syndicat de la Montagne limousine ont eu vent de ce courrier et il en découlait des échanges difficiles avec la mairie et la direction de Forum Réfugiés mais sans que le nœud du problème, qui reste la situation que vivent les résidents du CADA, ne soit traité. Si la tension est retombée ensuite, la situation n'a cessé de se dégrader, ce qui n'a pas facilité la tâche à la nouvelle directrice arrivée à cette période. Heureusement, le premier confinement s'est passé sans trop de problèmes. Sauf que cet été, le personnel du CADA, face à une invasion prononcée de cafards, a pris l'initiative de rentrer dans les espaces privés des résidents, en leur absence, pour retirer sans sommation meubles et appareils achetés par leurs propres moyens... pour justement pallier le déficit occasionné par la non prise en compte de leurs demandes. Comme le dit un ancien résident, cela a été « une énième humiliation », si l'on considère les propos désobligeants et intimidants tenus par certains membres du personnel à l'endroit des résidents.

### Une manifestation et une commission

Une deuxième lettre des résidents a été rédigée le 10 novembre 2020 comprenant 12 points pour l'amélioration des conditions de vie dans le centre. Suite à cette lettre, un contact téléphonique et un courrier de Forum Réfugiés démontraient un manque de volonté évident, y compris de reconnaître la situation réelle et de faire ne serait-ce qu'un pas dans le sens des revendications des résidents. Un courrier spécifique a été par ailleurs envoyé aux services de la Préfecture (DDCSPP) et à l'Agence régionale de santé (ARS) afin de signaler la situation alarmante des conditions de vie dans ce centre. Un appel à manifester devant le CADA a été lancé et a mobilisé une centaine de personnes le 21 novembre. Les prises de parole se sont succédées sans se concentrer sur les vrais problèmes. Le plus triste est que les concernés se sont enfermés dans leurs chambres par peur de représailles, même si quelques-uns ont brandi à travers leurs fenêtres des cartons reprenant leurs demandes. Le samedi 28 novembre, une commission de travail entre des membres du groupe exilés du Syndicat de la Montagne limousine, la mairie de Peyrelevade (et prochainement avec la direction de Forum Réfugiés) s'est réunie une première fois afin de tenter une ultime approche pragmatique. Cette commission devrait se réunir régulièrement afin de voir aboutir les demandes des résidents.



### Un groupe exilés

Un groupe exilés du Syndicat de la Montagne, créé il y a un an autour des différentes problématiques sur les conditions de vie au CADA de Peyrelevade est resté sans activité pendant quelques mois, d'autres espaces liés au soutien aux exilés mobilisant déjà chacun.e. Ce groupe s'est remis en marche activement suite à la nouvelle alerte lancée par des résidents du CADA en novembre. De nombreux sujets sont apparus autour de cette lutte qui vont au-delà de ce CADA et pourraient concerner d'autres groupes de soutien aux exilés (la création de transports pour les centres isolés, la création d'un syndicat de résidents, la création de cellules de suivi psychologique avec interprètes, des gratuités de vêtements ou du matériel, des commandes groupées de nourriture venant de loin, etc.). Autant de besoins ou propositions que le groupe exilés pourrait prendre en main et partager ensuite avec tous les groupes locaux...

*Vous pouvez le contacter  
syndicat-montagne@ilico.org*





## Paroles de résidents

### On n'est pas comme des esclaves !

Je suis au CADA depuis 1 an. Je n'ai pas d'aide pour payer la cantine de mes 3 petits enfants à l'école de Peyreleval. C'est trop cher. Les cafards, il y en a beaucoup, ils viennent surtout la nuit. On m'a donné seulement deux petites caisses en plastique pour stocker ma nourriture. Les responsables ne m'ont pas encore expliqué pour les nouveaux produits contre les cafards. Moi je suis ok pour être relogée 1 ou 2 mois le temps qu'ils mettent les bons produits. Je pense que leurs produits ça va pas marcher. Ils ont fait ça cet été et ça n'a pas marché. On m'a volé un congélateur, un micro-onde, un cuiseur à riz, un fer à repasser, un tapis, une bibliothèque, ça fait presque 100 € tout ça. Quand je suis rentrée dans ma chambre, tout ça avait disparu. On n'est pas là comme des esclaves !

### On n'est pas en prison !

On est arrivé il y a 9 mois. Notre chambre elle est très propre, on nettoie tout le temps surtout contre les cafards. Pour internet, on a reçu des codes mais ça n'a jamais marché. Cet été, ils nous ont pris un blinder (10 €), un micro-onde, un fer à repasser, deux meubles... je ne sais plus les prix. Ils nous ont dit : « On va vous rendre l'électroménager après. » Les cafards il y en a beaucoup. Ils arrivent en masse le soir. On ne sait pas à qui s'adresser pour parler de nos conditions de vie, mais personne n'est content ici ! On partage une petite chambre à 2. On nous a donné une petite caisse en plastique pour stocker notre nourriture mais c'est trop petit. Elle fait 60 cm de long, 40 cm de large et 40 cm de hauteur. Le couvercle il se dépose dessus mais il ne se clipse pas. Ça fait longtemps qu'ils ne nous amènent plus faire des courses à Limoges, à cause du confinement, puis des vacances d'été, puis parce que certains résidents ont eu le corona. Pour les courses tu as la pression, ils te disent "tu as 25 minutes ici, puis 40 minutes là". On est allé discuter et ça a un peu changé. On a dit : « on n'est pas en prison ! » La cuisine, il faut changer la cuisine, c'est le plus important. T'as vu la cuisine ? Et puis on ne peut pas être plus de 2 à la fois. Alors on y va le matin ou le soir. Parfois je dois attendre au moins 2 heures. Et aussi le transport c'est le plus important pour être autonome, pour être plus à l'aise. Et le wifi pour tous ! Et la machine à laver, on ne peut faire une machine qu'une fois par semaine, c'est très chiant. Ici on s'ennuie.

### Le CADA il est sale

Je suis ici avec ma fille de 2 ans et demi depuis un an. Il y a beaucoup de cafards, on ne peut déposer la nourriture nulle part. Ils vont dans mes habits, partout. Cet été ils ont pris une machine pour faire à manger pour la petite, j'ai été demandé et ils me l'ont rendue. Le CADA il est sale, il est dégueulasse, il y a plein de cafards partout, ils sortent des murs...

### Ça fait deux ans qu'on est là

On est une famille entassée dans deux petites pièces. On n'a aucune activité proposée, rien à faire, on se lève, on mange, on dort. Mon fils avant était heureux, maintenant il est toujours fatigué, triste. Nous sommes très serrés et c'est pas bien pour le moral et la tête d'être en promiscuité, surtout dans un village sans transport, isolé de tout. La seule chose qu'on peut faire c'est d'aller marcher, mais à force on connaît toutes les rues de Peyreleval ! On voudrait voir améliorer l'installation des cuisines, et plus d'hygiène de tous les résidents, car il n'y a pas de maintenance (...) La chambre inoccupée à côté de chez nous est envahie de cafards, on a dû la nettoyer car ils passaient sous notre porte. Malgré ça, on en a encore partout (...) Pendant l'été on était là, on avait peur quand ils nous ont dit qu'ils allaient venir prendre les choses interdites par le règlement, car vu que ça fait longtemps qu'on est là, on a acheté quelques meubles pour être un peu bien dans cet espace. Ils nous ont pris une étagère en plastique toute neuve (et nous l'ont échangée avec des bacs en plastique qui ferment), un miroir, un petit canapé, un micro-onde et un presse fruits.

*Propos enregistrés en novembre 2020*

# Avec les sans-papiers à Paris

**Le 17 octobre 2020, date anniversaire de la manifestation du 17 octobre 1961, pendant la Guerre d'Algérie, au cours de laquelle des centaines d'Algériens furent tués, une « Marche des solidarités » était organisée à Paris pour protester contre la politique nationale vis-à-vis des étrangers sans papiers. Un car avec une quarantaine de personnes est parti de Limoges.**

**A**près les manifestations des 30 mai (Acte 1), puis du 20 juin (Acte 2), au cours desquelles des milliers de sans-papiers et leurs soutiens ont réclamé la régularisation des sans-papiers, la fermeture des centres de rétention administrative (CRA) et un logement pour tous, des centaines de sans-papiers sont partis de Marseille, Montpellier, Lille, Le Havre, Rennes ou Strasbourg pour converger sur Paris le 17 octobre pour un Acte 3. Leur message : une société qui refuse l'égalité des droits aux prétextes de la nationalité, l'origine ou la couleur de la peau, sera de plus en plus gangrenée par le racisme et les violences d'État. Une société qui accepte l'inégalité des droits, la surexploitation, la répression, l'expulsion, l'enfermement des sans-papiers au nom de la crise, sera désarmée face à toutes les attaques sociales.



### Ambiance tendue

À 7 h, un bus part de Limoges. Nous étions quarante : des migrants de Limoges et Felletin, des militants d'Eymoutiers, Limoges et alentours, Saint-Pierre-Bellevue et Faux-la-Montagne. Une militante de Limoges a un contact téléphonique avec des organisateurs de la Marche. Elle nous fait le point régulièrement. Nous apprenons ainsi que certains marcheurs sont bloqués, ceux de Rennes entre autres. Juste avant d'entrer dans Paris, nous sommes stoppés par un contrôle de police à un péage. Une douzaine de policiers s'approchent. L'ambiance est tendue. Deux d'entre eux montent dans le bus et exigent la liste des passagers. L'accès est interdit jusqu'à l'Élysée et la place de la Concorde. C'est sur la place de la République, où nous arrivons vers 13 h, que se retrouvent les marcheurs. Nous avons quatre banderoles pour le Limousin. Celle de Chabatz d'entrer attire les regards, elle est beaucoup photographiée. Nous restons groupés et reconnais-sables grâce aux 40 « super-masques » en tissu (à base de pochoirs d'empreintes digitales) faits par les couturières du squat de Limoges. Quelques collectifs de sans-papiers sont déjà sur place. Parmi eux, un petit groupe de migrants du Val-de-Marne avec ce slogan : « Migrants soyez régularisés ! » Vers 13h45 arrivent les premiers marcheurs venant de Bretagne, Rouen, Lille (très nombreux avec leur banderole « Les Free-cti »), etc. La place devient vite noire de monde. Tout le monde prend des photos des banderoles. La Marche des solidarités a déposé de nouveau une demande pour le parcours République-Concorde qui a été refusé mercredi soir par la préfecture. À 15 h, le cortège se met en marche. Les forces de police sont considérables. Par plusieurs dizaines, leurs camions remplissent les rues adjacentes. Plus le cortège avance, plus les camions et les policiers se multiplient.

### « Qui a travaillé ? C'est nous. »

Lancée à l'initiative de 19 collectifs de sans-papiers et de plus de 200 organisations, la demande est tout simplement une demande d'égalité, à laquelle le gouvernement reste sourd, dans un contexte social et sanitaire où les personnes sans-papiers sont souvent parmi les « premières de corvée » au service de secteurs essentiels de la société française, ou à l'inverse, parmi les plus durement frappées par la crise économique, sans aucun filet de protection. Parmi elles, Francky a marché 27 jours, au rythme de 35 à 40

kilomètres quotidiens. Au début ce fut dur, mais arrivé à Paris, le Marseillais l'assure : « C'était la meilleure expérience de ma vie. » Le quadragénaire a traversé une centaine de villes et n'y a vu que de la solidarité. Comme Baba, parti de Rennes le 3 octobre et qui insiste sur « l'accueil chaleureux reçu partout où l'on est passé ». « Sur la route, ça s'est bien passé, on a été bien accueillis, sauf dans un village où on n'a pas pu dormir et où on a passé la nuit dans la forêt » témoigne Souleymane, Malien de 34 ans, parti le 2 octobre de Strasbourg. Il explique : « Je travaille de temps en temps dans les restaurants, le bâtiment, le nettoyage, avec les papiers de quelqu'un d'autre. Mais on est vraiment fatigués, parce que même pendant le confinement, qui a travaillé ? C'est nous. Et en plus, on est mal payés. » « J'ai 42 ans, plaide Samba, un Sénégalais. Je ne mange pas tous les jours à ma faim parce que je ne peux pas travailler. Il faut que ça change, il faut que le Gouvernement nous écoute. »

Nous sommes stoppés place d'Estienne-d'Orves dans le 9<sup>ème</sup> arrondissement.

C'est la fin de la manifestation. La foule est considérable. Bien que peu commentée par les médias, la manifestation était d'une ampleur rare : entre 10 000 et 60 000 personnes, selon les estimations. Ce jour-là avec les sans-papiers, comme en son temps au Larzac, on voulait dire : « Un autre monde est possible, un autre monde est nécessaire. »

*Via de las Heras  
Photos : Bernard Lazeras*







# Ne tombons pas dans le panneau (photovoltaïque) !

À Aubusson, un agriculteur, Marc Lefranc, prévoit d'installer un parc photovoltaïque sur une surface de 21 hectares sur le plateau du Marchedieu, ce qui en ferait l'un des plus importants de la Creuse. Il a demandé à la communauté de communes Creuse Grand Sud la modification du classement de son terrain pour pouvoir bénéficier de meilleures conditions de rétribution pour l'électricité qu'il va produire. Sur les 42 élus présents le 28 juillet pour ce vote, seuls 5 ont voté contre. Parmi eux, Jacques Tournier, adjoint au maire à Vallières. Il a expliqué à ses collègues les raisons de son choix. Nous publions ici son intervention (1).

**E**n tant qu' élu d'un territoire rural dont l'une des activités majeures est l'agriculture (1 actif sur 4 est lié à cette activité en Creuse), en tant qu'agriculteur en activité, président du groupement de développement agricole (GDA) d'Aubusson, je me dois de vous faire part d'une autre vision, qui n'est pas uniquement la mienne, mais celle d'une grande majorité au sein de la profession. Ces projets de centrales au sol font débat sur le territoire national. La revue *La France agricole* a ainsi titré un article sur ce sujet : « Les panneaux de la discorde ! »

## Une agriculture en souffrance

L'agriculture française est sans doute la plus diversifiée au monde et ses productions reconnues comme les plus sûres, les meilleures en matière de qualité et de traçabilité. La mission de l'agriculture est de nourrir la population. En France, pendant le confinement, aucun produit de base n'a manqué pour les consommateurs ou pour fournir l'industrie agroalimentaire. Malgré ses atouts, la production agricole nationale baisse tous les ans (de la troisième place mondiale en 2005, nous sommes aujourd'hui à la sixième en exportations de produits agricoles), et, d'après les experts, à partir de 2023 on importera plus qu'on exportera ! L'agriculture française est en souffrance depuis des décennies malgré sa modernisation à la pointe de la technologie et son adaptation constante. Cela reste un métier difficile et peu rémunérateur. Nous sommes de moins en moins nombreux (environ 400 000 aujourd'hui, contre 500 000 il y a 10 ans) et une projection annonce le chiffre de 200 000 pour les années 2030. Les raisons de cette hémorragie sont multiples... Finalement peu nombreux, donc peu représentés, peu défendus et surtout peu entendus, les agriculteurs sont critiqués. L'agriculture serait responsable de tous les maux : pollution, réchauffement climatique, manque d'eau, etc. Nos détracteurs sont nombreux et cet agribashing est croissant. Certes nos pratiques sont perfectibles et bien évidemment nous devons encore travailler pour les améliorer. Une seconde hémorragie lente et incessante est celle de la SAU (Surface agricole utile) : 76 000 hectares disparaissent tous les ans en France, grignotés en partie par l'urbanisation (routes, zones industrielles, artisanales, commerciales...). Par comparaison, cette surface est plus importante que la superficie de notre communauté de communes Creuse Grand Sud. Ce déclin du nombre d'exploitants et de leur outil de travail est une réalité presque invisible, mais c'est la vérité.

## 30 terrains de foot

Que dire du projet du Marchedieu dans ce contexte ? Il occuperait une vingtaine d'hectares. C'est peu... ou immense, car cela représente environ 30 terrains de foot ! Ce plateau du Marchedieu est magnifique, plat, sans obstacles, ni haie, ni talus, ni partie humide. Il est aujourd'hui cultivé de prairie, luzerne, blé ou maïs. C'est une terre labourable à fort potentiel, une richesse pour la production agricole, une richesse de notre patrimoine, que bon nombre d'agriculteurs creusois rêveraient d'avoir sur leur exploitation ! Le secteur agricole

n'est pas opposé à la transition énergétique, au contraire. Le photovoltaïque utilisé sur des toitures a justement permis la modernisation des exploitations par la construction de bâtiments modernes. En revanche, les installations de panneaux photovoltaïques au sol doivent être réservées à des terres non productives, des pentes, des friches industrielles, militaires, des parkings...

Nos dirigeants politiques ont d'ailleurs très tôt interdit ces installations sur des terres classées agricoles par une circulaire du 18 décembre 2009, signée du ministre de l'Écologie. La réglementation de ce type d'installation est également prévue par la loi du 12 juillet 2012, dite Grenelle 2. C'est une évidence, une terre couverte de panneaux, même qu'à 45 %, n'a plus sa capacité de production, plus la possibilité d'être labourée et semée. On nous demande de modifier la classification de ce terrain aujourd'hui classé A (agricole) pour le passer en zone N (naturelle : zone qui tend à préserver un caractère naturel à un site, donc qui préserve les sols agricoles et forestiers). Mais dans une zone N, par dérogation, des constructions « temporaires » ou « démontables » sont possibles ! Ce qui est le cas des panneaux photovoltaïques.

## Préservons notre sécurité alimentaire

Ceux qui partagent mon point de vue ne sont pas contre le développement économique de notre territoire. Des projets de ce type bien situés ne nous posent aucun problème ! Le poste source EDF situé à proximité du projet est également très proche de la zone industrielle du Mont, environ à 800m. Pourquoi ne pas faire un projet collectif sur cette zone en utilisant toutes les toitures des bâtiments et tous les parkings pour faire des ombrières solaires ? De telles réalisations existent et n'ont aucun impact sur les espaces agricoles. Il y a vingt ans, voire seulement dix ans, personne ne pensait que l'on pourrait manquer d'eau en Creuse. Personne. De la même façon, dans dix ans, nous ne serons plus autosuffisants pour manger. Cette dépendance alimentaire (une de plus !) nous obligera à faire venir des produits, sans traçabilité, avec des transports multiples et donc un impact carbone très négatif. Où sera le bénéfice écologique ?

Ne tombons pas dans le panneau, faisons preuve de bon sens, ne sacrifions pas, au nom de la transition énergétique, des terres à fort potentiel agricole pour produire de l'électricité (et faire de l'argent). Préservons notre sécurité alimentaire et notre agriculture. Réservons ces installations à des zones adaptées, restons cohérents avec notre projet de territoire. Cette période de pandémie devrait être le moment de prioriser les choses indispensables à la vie.

Jacques Tournier

(1) Compte-rendu intégral du conseil communautaire du 28 juillet 2020 de Creuse Grand Sud : <https://frama.link/9vyYePCG>

## Un parc photovoltaïque flottant sur le lac du Chammet ?

**C'**est ce que la société Agrenergy propose à la commune de Faux-la-Montagne ! Dans un courriel adressé à la commune le 17 novembre, la société se présente comme « une société française de développement de parcs photovoltaïques au sol et flottants. Dans le cadre de nos activités, nous avons identifié plusieurs secteurs qui seraient potentiellement favorables au développement d'un projet solaire sur le territoire communal [et] nous avons également identifié un potentiel photovoltaïque flottant. » Avec photos aériennes à l'appui, « l'apporteur d'affaires » explique encore : « Nous sommes également à la recherche de terrains à faible valeur agronomique afin de développer une centrale photovoltaïque couplée à une co-activité agricole. N'hésitez pas à me demander d'analyser le potentiel de terrains communaux. » Évidemment, tout cela s'inscrit (comme toujours) de « façon vertueuse » « dans une démarche de développement durable et de production d'énergie verte ». Pas de panique ! Ce genre de projet ne fait pas vraiment partie des priorités de la commune...





# Va Lavoir si tu y es !



À Royère-de-Vassivière, le vieil hôtel du Lavoir était à l'abandon depuis des années. Une ruine au milieu du bourg... Début juillet, un groupe de jeunes décide de lui redonner vie, s'y installe et y projette de multiples choses. Pour le moment, elles et ils ont surtout nettoyé, réparé, assaini, amélioré un bâtiment dont plus personne, y compris sa propriétaire, ne s'occupait. IPNS leur a demandé de se présenter.

**L**es premier.es d'entre nous ont débarqué un peu par hasard à Royère-de-Vassivière, le dernier jour de neige de février 2020. D'autres ami.es, rencontrés dans de précédentes aventures collectives, sont arrivés au fil des mois. Fatigués des tournures que prenaient nos vies, en ville ou dans des campagnes-dortoirs, nous avons été attirés par les échos nous parvenant de ce coin du Limousin. Leur voyage jusqu'à nos oreilles ne les avait pas déformées, et nous avons donc cherché un endroit où nous installer ensemble.

## Avoir le lavoir

Pourtant située à trois jets de pierre de l'église de Royère-de-Vassivière, l'impasse de la rue du Lavoir n'est guère animée, sauf quand des voitures viennent y effectuer leur demi-tour. Lorsqu'on s'y promène, on remarque de loin une grande bâtisse un peu défraîchie : elle arbore encore son passé de bar sur le linteau de l'entrée. Comme d'autres bâtiments du centre-bourg aujourd'hui vacants, cette inscription gravée dans la pierre nous ramène à une époque où nous n'aurions pas eu assez de nos deux mains pour compter les bars du village. Au gré des rencontres et discussions avec les gens du bourg, l'histoire contrastée de ce bâtiment abandonné dans la rue du Lavoir se dévoile : salle de bal, hôtel, restaurant, bar, et finalement accueil d'enfants placés. Le départ précipité de la famille d'accueil ouvre une période de vacance d'une dizaine d'années, jusqu'à ce que nous entrions en juin dernier par la porte du garage, restée par chance entre-ouverte.

## Un choix réfléchi

Nous avons en effet décidé de nous y installer sans demander d'autorisation préalable à la propriétaire actuelle. Cette appropriation du lieu – qui, tant qu'elle n'était pas faite, ne permettait pas de se présenter avant aux habitant.es – a dû sembler brutale et inappropriée à certain.es, comme nous avons pu le comprendre lors de plusieurs échanges. Nous espérons que nos recettes de gâteaux, et le temps qui passe, ont pu adoucir les plus réticent.es. Cette méthode d'installation est pour notre part un choix réfléchi, qui nous paraissait pertinent pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il est compliqué de trouver de grandes maisons à louer sur le plateau de Millevaches, et les propriétaires de maisons inhabitées n'ont souvent ni l'envie ni le besoin de

faire les démarches pour mettre leur bien en location. Cela peut se comprendre vu le faible loyer qu'ils toucheraient, mais c'est au risque du vide et de la détérioration progressive des centres-bourgs ou des villages, comme le montre la brochure sur les biens vacants du syndicat de la Montagne limousine, ou comme nous pouvons le constater nous-mêmes. Il y a plusieurs dizaines d'années s'élevaient juste derrière chez nous deux belles maisons en pierre. Aujourd'hui les bouleaux poussent au travers, et quand il vente un peu fort, des pierres en tombent dans un bruit sourd...

Ensuite, nous avons déjà eu quelques expériences de ce type en ville, et nous avons eu envie d'essayer dans le centre-bourg d'un village pour côtoyer et parler avec des personnes qui ne sont pas forcément habituées à ces pratiques, pour essayer de changer l'idée que l'on s'en fait.

## On va bien (la)voir

Durant ces premiers mois, nous avons principalement été occupés à vider, nettoyer et aménager les différents étages du bâtiment, afin de pouvoir passer l'hiver sereinement. Nous en profitons pour remercier ici les nombreuses personnes qui sont venues spontanément nous déposer du matériel, et celles qui nous rendent service au quotidien. En dehors de nos activités à l'hôtel du Lavoir, nous avons essayé de donner des coups de main le plus largement possible pour rencontrer les gens qui habitent autour de nous. Nous sommes très loin de connaître tout le monde, alors n'hésitez pas à nous contacter ou à passer nous dire bonjour !

Au fil de ces quelques mois, nous nous sommes attachés au bâtiment, aux villages alentours et à celles et ceux qui les peuplent. Notre collectif s'est formé en investissant l'ancien hôtel de la rue du Lavoir et son occupation nous a permis d'imaginer quels en pourraient être les futurs usages. Nous aimerions y rester pour construire un espace de logements et d'activités collectives sur le long terme, comme cela peut se voir ailleurs sur le plateau de Millevaches ou au-delà. Le bâtiment et ses différents espaces offrent en effet de belles possibilités. Les étages seraient des habitations. Nous aimerions venir en aide à des gens qui, comme nous, se confronteraient au manque de logement sur le territoire et auraient besoin d'un endroit où atterrir, sur le court ou moyen terme. L'architecture intérieure de cet ancien hôtel nous permettrait de garder des chambres au deuxième étage,

ainsi que plusieurs dortoirs et des espaces de vie commune pour les résident.es au premier étage.

## Ouvert au public

Le rez-de-chaussée serait ouvert au public. La plus grande salle servirait aux personnes ou associations souhaitant y organiser des activités récurrentes ou des événements (réunions publiques, projections de films, cantines, videgrenier...). Les autres espaces pourraient accueillir différents services, le premier étant l'installation d'une laverie. Nous voudrions aussi proposer un point d'accès internet avec des ordinateurs en libre accès ainsi que des temps d'initiation et d'aide à l'usage des outils informatiques. Il reste de la place pour d'autres envies et besoins, à définir avec celles et ceux qui souhaitent s'y investir. Pour pouvoir construire cela, nous ambitionnons de pérenniser notre installation par un rachat du bâtiment via des structures déjà existantes, comme par exemple l'Arban. Cette possibilité est bien sûr soumise au bon vouloir de l'actuelle propriétaire du bâtiment. S'ouvrirait alors une période relativement conséquente de travaux avant d'aboutir à ce que nous venons de décrire, mais nous sommes prêts à nous retrousser les manches pendant plusieurs années !

*Les habitant.es du lavoir*

## Un film sur l'hôtel du Lavoir

En parallèle à leur installation, les habitant.es de l'hôtel du Lavoir se sont engagés dans la production d'un petit film sur les différentes vies du bâtiment. Aussi, elles et ils sont à la recherche de tous les récits, photos ou vidéos qui leur permettraient de raconter son histoire. Vous pouvez les contacter par mail ([hoteldulavoir@riseup.net](mailto:hoteldulavoir@riseup.net)) ou en leur laissant un mot dans la boîte aux lettres du 4 rue du Lavoir.





# Façonner des esprits libres ?

Pour « lutter contre le séparatisme », le Gouvernement a transmis le 17 novembre aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, un « projet de loi confortant les principes républicains ». Son volet éducation suscite des réactions, en particulier par la décision de mettre fin à la scolarisation à domicile pour tous les enfants dès trois ans, sauf « *pour des motifs très limités tenant à la situation de l'enfant ou à celle de sa famille* ». Il renforce également l'encadrement des écoles hors contrat, comme si celles-ci ne faisaient pas déjà l'objet d'un encadrement. En voulant lutter contre les dérives de quelques écoles religieuses, c'est l'ensemble des modes d'éducation hors Éducation nationale qui est en réalité mis dans le même sac. Deux des participantes de l'expérience du collège associatif de la Montagne limousine (2011-2014) remettent les pendules à l'heure.

Dans son discours du 2 octobre 2020, Emmanuel Macron s'attaque brutalement à l'instruction à domicile et aux établissements d'enseignement hors contrat. Il nous dresse un tableau terrifiant d'« *enfants totalement hors système [...] que l'on retrouve dans des structures très simples : des murs, presque pas de fenêtres, [...] des femmes en niqab qui les accueillent* ». Il laisse entendre que l'État s'est laissé surprendre et qu'il « *se réveille quand le scandale arrive* ». Il se dit alors contraint de prendre une décision radicale : interdire l'instruction à domicile sauf pour raisons médicales, et renforcer les contrôles sur les établissements hors contrat.

## Contrôles tatillons

Nous faisons partie d'un groupe de personnes qui ont créé et fait vivre un collège associatif au début des années 2010 sur la Montagne limousine. Nous pouvons témoigner des contrôles tatillons exercés par l'Éducation nationale sur ce type d'établissement. Un établissement hors contrat ne peut ouvrir qu'après instruction de sa demande par les services de l'Éducation nationale, qui vérifient que les enfants seront en sécurité physique et psychique. La question du risque sectaire est étudiée dès ce moment-là. Des contrôles sont ensuite effectués au moins une fois par an. Depuis la loi Jules Ferry de 1882, l'instruction est obligatoire. Elle peut se faire dans des établissements publics ou privés, ou au sein de la famille. Les familles qui choisissent l'instruction à domicile le font pour différentes raisons : offrir à leur enfant des méthodes pédagogiques et des rythmes plus favorables, tenir compte de contraintes médicales, adapter l'instruction à des conditions et un rythme familial particuliers, ancrer l'enfant dans la vie familiale et sociale plutôt que de l'envoyer des années durant dans une institution déconnectée de la vie quotidienne. Là encore, les procédures de contrôle par l'Éducation nationale sont strictes. Elles sont du même ordre que pour les établissements hors contrat<sup>2</sup>. Les outils existent donc pour protéger les enfants. Supprimerait-on toutes les cantines du pays parce qu'il y aurait eu une intoxication alimentaire dans l'une d'elles ?

## Noircir le tableau

Monsieur Macron affirme que « *chaque mois, des préfets ferment "des écoles" car elles ne sont même pas déclarées comme telles, illégales, souvent administrées par des extrémistes religieux* ». Dans un article du 4 octobre, le journal *Le Monde* note pour-

tant qu'en deux ans, seuls cinq établissements ont été fermés, ce qui tempère singulièrement le bilan alarmiste du Président<sup>3</sup>. Devant un tel noircissement du tableau, la question se pose de savoir si cette volonté de supprimer ces espaces bénéfiques à des milliers d'enfants sous le prétexte avancé de « lutter contre les séparatismes » ne masque pas plutôt une action planifiée visant à interdire peu à peu toute possibilité d'instruction en dehors de l'Éducation nationale. Il y a un an déjà, l'instruction est devenue obligatoire à partir de l'âge de trois ans, au lieu de six ans auparavant. Quelle instruction obligatoire prétend-on donner à des enfants arrivant à l'école maternelle avec leur doudou, et parfois encore avec leurs couches ?

## Forger des consciences

Monsieur Macron nous éclaire sur les raisons de cet assaut soudain contre des pratiques parfaitement encadrées et qui restent somme toute très marginales : « *L'école, c'est le creuset républicain. C'est ce lieu où nous forçons les consciences pour que les enfants deviennent des citoyens libres et rationnels, pouvant choisir leur vie. L'école doit d'abord inculquer les valeurs de la République.* » L'école ne serait donc pas là pour apporter des connaissances, mais pour forger des consciences. Mais la conscience des enfants n'est pas à forger ! Forger, c'est taper sur une matière qu'on a préalablement privée de toute résistance pour lui imprimer sa volonté. C'est tout l'honneur des adultes qui ont des enfants à charge que de les aider à grandir sans toucher à leur conscience. Car ce qui y est imprimé y restera de façon presque indélébile. Souvenons-nous de ce qui était inculqué aux enfants des écoles à la fin du XIX<sup>ème</sup> et au début du XX<sup>ème</sup> siècle, en référence à la défaite de la France dans la guerre contre la Prusse en 1870 : « Ils nous ont pris l'Alsace et la Lorraine, nous n'aurons de cesse que de les leur reprendre. » Ce sont ces enfants qui, devenus adultes, partiront la fleur au fusil en 1914.

## Maîtrise du temps

Un des moyens de s'assurer de la conscience des enfants, c'est de maîtriser leur temps autant que leur esprit : horaires de cours rappelant le temps de travail, devoirs à la maison, angoisse de ne pas passer dans la classe supérieure ou de ne pas réussir ses examens, indigestion de « connaissances »,

méconnaissance de leurs vrais besoins... L'État ne peut le faire que dans le cadre scolaire.

Dans l'expérience du collège associatif que nous avons menée<sup>4</sup>, nous avons pris soin d'aider les jeunes à bâtir leur autonomie. C'est par la construction de la vie du groupe que nous avons travaillé sur les relations sociales, sur la manière de gérer des conflits. Nous y avons appris ensemble le respect de soi-même et des autres. De même, nous avons eu à cœur de ne pas gaver les enfants de connaissances pour développer en chacun.e le goût d'apprendre et la curiosité pour le monde qui nous entoure. Et nous avons choisi de leur laisser du temps...

## Une alternative

Quand notre collège a fermé ses portes pour des raisons qui tenaient au surinvestissement des bénévoles, des personnes chargées de l'orientation des élèves en difficulté au sein de l'Éducation nationale nous ont dit regretter cette fermeture: notre établissement était pour elles une alternative qu'elles pouvaient conseiller à des jeunes pour lesquelles elles ne

**Supprimerait-on toutes les cantines du pays parce qu'il y aurait eu une intoxication alimentaire dans l'une d'elles ?**

voyaient plus de place dans les établissements publics. Alors non, la diversité des propositions éducatives, l'inventivité de nouvelles expériences, la recherche pédagogique ne doivent pas être étouffées au prétexte d'une lutte contre des dévoiements minoritaires. Nous terminerons avec cette citation du discours d'Emmanuel Macron : « *La République s'est construite autour de l'école, qui forme plus que des individus, qui élève des citoyens, qui façonne des esprits libres.* » A-t-il conscience de l'énormité de cet oxymore ?

Françoise Denevert et Anne Germain

1 - Les citations en italiques sont tirées du discours d'Emmanuel Macron du 2 octobre 2020  
2 - Elles sont consultables sur [service-public.fr](https://service-public.fr)  
3 - L'instruction à domicile sera limitée aux « impératifs de santé », *Le Monde*, 4 et 5 octobre 2020  
4 - Cette expérience est relatée dans *Faire (l')école*, éditions du commun, 2020



# Nos enfants n'appartiennent pas à l'État !



Ils étaient environ 250 personnes, petits et grands, à s'être réunis samedi 21 novembre après-midi devant la mairie de Limoges pour manifester contre le projet de loi d'Emmanuel Macron d'interdire l'Instruction En Famille (IEF) dès septembre 2021 et d'imposer la présence à l'école de tous les enfants dès 3 ans, sauf impératif de santé. Sabine, maman pratiquant l'Instruction En Famille et professeur des écoles témoigne.

**A**ujourd'hui, environ 30 000 enfants sont instruits en famille parce que c'est l'organisation et le mode de vie qui convient le mieux à ces enfants à un moment de leur vie. Nous revendiquons le droit d'instruire nos enfants selon le mode d'éducation qui leur convient le mieux. Nous revendiquons le droit de choisir le genre d'éducation à donner à nos enfants (article 26-3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948) car les parents sont les premiers instructeurs de leurs enfants.

## Amalgame

Depuis quelques années, les familles pratiquant l'Instruction En Famille sont de plus en plus contrôlées et une défiance s'est installée à leur égard. Ces familles ne sont pas « hors système ». Un amalgame infondé est apparu entre Instruction En Famille et « radicalisation ». Nos enfants sont intégrés à la société et vivent leur vie pleinement. Nous privilégions le respect de leur rythme et de leurs centres d'intérêt. Nous les accompagnons et les aidons à développer leurs propres aptitudes. Nos enfants se réunissent souvent pour participer avec d'autres à des activités sportives, artistiques, culturelles. Ils sont ouverts sur le monde. La réalité de la très grande majorité des enfants instruits en famille est très loin de l'image de fillettes accueillies par des femmes en niqab et enfermées entre « quatre murs presque sans fenêtre » !

## Les contrôles existent déjà

L'arsenal législatif et réglementaire existant est déjà largement suffisant pour contrôler les familles. En effet, tous les deux ans, les familles déclarant instruire leurs enfants sont contrôlées par la mairie, qui demande aux parents les raisons de leur choix. De plus, tous les ans, l'Inspection académique évalue les acquisitions des enfants en fonction du socle commun de connaissances défini par l'Éducation nationale. La très grande majorité des contrôles sont jugés satisfaisants. Retirer la liberté d'instruction aux familles est une atteinte à nos libertés ! La liberté d'instruction et la liberté d'enseignement sont des droits constitutionnels. Nous refusons que nos libertés soient restreintes car l'amalgame entre Instruction En Famille et radicalisation est infondé.

## Un reportage de Télé Millevaches

Sur le plateau de Millevaches comme ailleurs, certains parents décident de ne pas scolariser leurs enfants et privilégient l'instruction à la maison. Pourquoi ce choix ? Comment s'organisent les familles au quotidien ? Dans un documentaire réalisé en 2018, Télé Millevaches était allée à la rencontre de deux familles qui ont choisi l'instruction à la maison, à Gentioux et à Saint-Setiers. Parents et enfants y racontent leur expérience.

Le goût d'apprendre, 34 minutes : <https://telemillevaches.net/videos/le-gout-dapprendre>



## Piège scolaire

Personnellement, je n'ai pas envie de rendre ma famille victime du « piège scolaire » qui consiste à croire que les chances de réussite professionnelle ou sociale sont directement liées à un « capital scolaire » que l'école a le pouvoir de donner ou de retirer. Et que ce serait cette réussite là qui déterminerait le bonheur à venir, celui qui fait d'une vie un projet auquel on se consacre avec passion et persévérance. Je souhaite que mes enfants deviennent des adultes confiants et sereins, capables d'affirmer leurs idées et de les défendre avec conviction. Pratiquer l'Instruction En Famille, c'est faire le choix d'une autre relation avec nos enfants. Si nous voulons des enfants capables de s'affirmer, de se défendre, de manifester de l'empathie à l'égard d'autrui et de se battre pour soutenir des idéaux, nous avons le devoir de leur donner les moyens de penser et d'agir librement, mais aussi de contester toute autorité susceptible d'exercer un pouvoir qui pourrait nuire à leur bonheur. Si cette loi venait à être votée, les familles pratiquant l'Instruction En Famille seraient dévastées car elles se retrouveraient contraintes et forcées de mettre leurs enfants à l'école ! Cependant certaines familles entreraient en résistance, quand d'autres décideront de fuir la France...

Sabine Pardonche

## Quelle(s) école(s) sur la Montagne limousine ?

**L**e groupe éducation du Syndicat de la Montagne limousine rassemble des habitant·es, parents ou non, qui s'intéressent à l'éducation des enfants et qui ressentent le besoin d'avoir des outils pour se positionner et pour penser collectivement quelle(s) école(s) seraient adaptées pour les enfants, ici, sur la Montagne limousine. Il a mis en place une série de rencontres qui vont s'étaler à un rythme mensuel tout au long de l'année et dont vous trouverez le pré-programme ci-dessous. Chaque rencontre (film suivi d'un débat, conférence, atelier...) débutera par un point sur l'actualité éducative : changements dans l'Éducation nationale, législation IEF, situations locales, etc.

### Dimanche 10 janvier de 14h à 17h

Gentioux (à confirmer)

L'instruction en famille : le point sur la situation, avec Erika Tombolato, relais en Creuse de l'association Les enfants d'abord.

### Dimanche 10 janvier de 14h à 17h

Faux-la-Montagne (à confirmer)

Quelles pédagogies coopératives sont aujourd'hui possibles dans l'Éducation nationale ? (1) : la pédagogie Freinet, par Véronique Decker, enseignante retraitée, habitante de Faux-la-Montagne  
Témoignage de Anne-Gaëlle Yvinec, enseignante de l'école de Faux-la-Montagne  
Projection du documentaire de Delphine Pinson *C'est d'apprendre qui est sacré* (2017) suivie d'un débat.

### Dimanche 7 mars de 14h à 17h

Café des enfants d'Eymoutiers (à confirmer)

Quelles pédagogies coopératives sont aujourd'hui possibles dans l'Éducation nationale ? (2) : les écoles du 3<sup>ème</sup> type, par Sophie Billard, enseignante et habitante d'Eymoutiers

### Dimanche 4 avril de 14h à 17h

La Nouaille (à confirmer)

Les écoles Calandreta. Invité pressenti : Jérémie Obispo, Office public de la langue occitane.

### Dimanche 2 mai de 14h à 17h

Salon de la forêt du Chammet (à confirmer). Les écoles de la forêt, la pédagogie de la nature, avec (sous réserves) Sarah Wauquiez.

### Dimanche 6 juin de 14h à 17h

Au Chammet, Faux-la-Montagne (à confirmer)

Écoles et outils Montessori

Invité.es (sous réserves) : enseignant.es et parents de l'école associative privée hors contrat Par Moi-même qui vient d'ouvrir à Corrèze et/ou de l'école Montessori Chrysalis de Bilhac (sud-Corrèze).

### Dimanche 4 juillet de 14h à 17h

Café des enfants d'Eymoutiers (à confirmer)

Les écoles démocratiques : historique (écoles libertaires de Hambourg, Sudbury Valley School...) et actualités en France  
Par Héloïse Séchet, facilitatrice à l'école Noésis (Bretagne)

Pour avoir le programme complet avec des références de films et d'autres ressources, confirmer lieux et dates, recevoir les actualités du groupe éducation ou le rejoindre : [education-plateau@ilico.org](mailto:education-plateau@ilico.org)



# Une trilogie corrézienne : Planète paysanne

Sous ce titre et sous un beau coffret, l'association La Gaillarde, sise à Meilhards en Corrèze, propose trois films consacrés au monde paysan corrézien : *L'engrangeur*, *De la tête à la queue* et *Le sentier des âmes*. Olivier Davigo les a regardés pour nous. Mais que cela ne vous empêche pas d'y aller voir vous-mêmes !

**R**égis est un engrangeur. Ne cherchez ni le mot ni le métier sur Wikipédia, il n'existe pas ou pas encore. Régis a peut-être 80 ans, ou plus. Il a été paysan. Sélectionneur de vaches aussi. Il est de Meilhards, en Corrèze.

## La caverne d'Ali-bric-à-brac

Les vaches, il les a toujours aimées. Des vaches grand format, mais aussi format de poche comme celle en fer qui lui sauva la vie lors de la Guerre d'Algérie parce que la balle tirée s'est fracassée sur le jouet au lieu de lui perforer le poumon ou le cœur ! Petite vache qu'il traînait partout avec lui depuis l'enfance jusqu'à l'âge adulte, comme un gri-gri. Régis est un collectionneur compulsif, maladif, il le dit lui-même, de tout ce qu'il peut trouver autour de lui dans le monde paysan, surtout des outils mais aussi des jouets. Au fil de la caméra, on s'attarde doucement sur cette caverne d'Ali-bric-à-brac. Cette soif de tout garder, de tout stocker, a envahi la grange, la maison, de la cave au grenier. Des boîtes, des étagères débordantes... Plusieurs centaines de serpes, mais pas une pareille. Et Régis cherche encore l'originale, celle que le forgeron aura frappée spécifiquement pour couper l'herbe verte. Car le forgeron, ce maître artisan qui joue avec le feu, indépendant, souvent anarchiste ou anticlérical, qui vous donne le soir les 22 clous que vous lui aviez demandés le matin, quand aujourd'hui, habitant de Meilhards, vous iriez à Chamberet ou à Tulle acheter 5 kg de pointes, ce forgeron donc, est un monsieur important, celui qui rythme, avec son marteau, la vie paysanne.

## Le virus se transmet

Dans son univers particulier, on croise régulièrement trois autres personnages. Son fils, Thierry, qui est devenu marchand d'objets, avec qui il entretient depuis des années une forte complicité. Le père « braconnier » d'objets, le fils chasseur de gros gibier. Mais Thierry se définit d'abord comme un marchand, alors que son père est un collectionneur. Le marchand fait circuler les objets, les répare, leur donne une deuxième vie, alors que le collectionneur entretient, mais surtout conserve. Merveilleuse séquence que celle où père et fils, dans une école ou une salle avec du public, exhument quantité d'objets étranges, un tout petit fusil pour tuer la taupe dans le tunnel, une pince à anguille, un trancheur de croûte de pain vieux, ou encore une pince à tuer les poules...

Le deuxième personnage, c'est le petit-fils, Geoffrey, jeune paysan passionné d'engins agricoles mais surtout de modèles réduits. Le virus se transmet. Geoffrey ne jette rien : tout se conserve et peut servir un jour. Car un paysan, ce n'est pas très riche, ça doit savoir tout faire, se débrouiller avec n'importe quoi. Alors, on ne jette rien.

Le troisième personnage, c'est le filleul, Stephen, qui se revendique d'abord comme agriculteur, avec son petit troupeau de vaches limousines et d'Aubrac et ses moutons. Un homme heureux qui considère que son vrai métier c'est de nourrir les gens et pas n'importe comment. Stephen dit à Régis qu'il lui est redevable d'avoir appris à regarder, observer et réfléchir.

## Notre monde rural interrogé

N'oublions pas les deux amis de Régis qui, au fil du film, avec notre engrangeur comme directeur artistique, réalisent une installation d'art contemporain dans le jardin avec des serpes et des pics plantés dans la terre ou suspendus à des ficelles. Un clin d'œil à l'étonnante réalisation intergénérationnelle (les arrière-petits-enfants étant associés) d'une grande maquette naturaliste montée sur un plateau de remorque agri-

cole où les jouets, figurines animales et humaines, charrettes, tracteurs et laboureurs en modèles réduits sont mis en scène avec terre et brins d'herbe, pour les labours et les récoltes. Ne manque que le petit train électrique ! Et un petit regret peut-être : c'est un film aux personnages presque exclusivement masculins.

Régis conserve tellement, qu'au crépuscule de sa vie, quand il revisite régulièrement son petit paradis d'objets, il s'émerveille de redécouvrir toutes ces choses qu'il avait complètement oubliées. « C'est sans fin » dit-il avec les yeux qui brillent. Une caméra qui chine, certes, mais en filigrane une agriculture paysanne traditionnelle, une histoire des choses passées qui ne manque pas d'interroger en creux notre monde rural contemporain. Stephen, quant à lui, revendique clairement une autre façon d'envisager l'élevage, la gestion du territoire, et tranquillement de dire qu'il est préférable d'avoir plus de voisins que plus d'hectares... Derrière le portrait posé et attachant d'un homme original,

Régis l'engrangeur, sourd donc en arrière plan un regard sur notre monde rural.

Olivier Davigo



L'engrangeur Régis Coudert

Le coffret DVD *Planète paysanne, échos de Corrèze* est vendu au prix de 25 euros (frais postaux inclus). Il vous sera adressé dès réception de votre chèque (à l'ordre de La Gaillarde) en spécifiant votre nom, le nombre d'exemplaires souhaité et l'adresse de livraison. Association La Gaillarde, 9 rue du Château, 19 510 Meilhards. Contacts : lagaillarde19@gmail.com Florence Evrard, 06 77 94 14 79.







**On tue le cochon !**

I l y a presque 20 ans, au Breuil. Un jour durant, peut-être deux, depuis l'abattage du cochon jusqu'à la cuisson du boudin. Un couple de paysans retraités et des amis tuent le cochon. Tout est montré. Au début, la truie est vivante, puis le coup de fusil, la récupération du sang, le nettoyage au chalumeau et à la raclette, la découpe au grand couteau et à la scie à métaux (âmes sensibles à l'hémoglobine s'abstenir). La bête est lourde, même quand la tête a été séparée du corps. Il faut être trois pour la bouger, la suspendre les pieds en l'air, et découper, découper. Répartition dans des seaux, nettoyage des intestins pour récupérer les boyaux pour le boudin. La caméra est au milieu et par procuration nous aussi. Hormis un très court moment, il n'y a pas de voix off. Ce sont les personnages qui parlent, plaisantent, rigolent et chantent parfois. Plaisanteries un peu grivoises parfois, qu'on préfère dire en occitan, mais aussi des propos sérieux au détour d'une conversation sur les enfants... De la tête à la queue (même si on ne verra pas la queue à la fin, désolé de spoiler le film), c'est un pur collectage image et son, une mémoire gravée à précieusement conserver.



## Le sentier des âmes

À travers une succession d'histoires familiales racontées par des petits-enfants, arrière et arrière-petits-enfants, on perçoit ce que fut cette Grande Guerre pour une petite commune corrézienne, Meilhards, qui comptait à l'époque 1 000 habitants et perdit 99 hommes... Des portraits de gens qui se souviennent, des objets exhumés, différents formats de photos en noir et blanc... et sépia. Des cadres plus ou moins serrés sur les visages alternent avec des plans plus larges, où les objets apparaissent, et des paysages, le plus souvent en plans fixes, apportent une certaine respiration.

Des moments plus en mouvement, lors de la célébration du 11 novembre ou dans la cour de l'école primaire, les enfants jouant à la marelle. Et salle de classe où les élèves montrent leurs dessins de soldats, dont celui d'un homme préhistorique velu dessiné par une fillette qui ignorait ce qu'était un poilu. Elles et ils racontent ce que leurs parents avaient appris de leurs parents et de leurs grands-parents. Moment touchant de cette autre fille qui parle de ces deux arrière-arrière-grands-pères, soldats de la même guerre 14-18... dont l'un était allemand, l'autre français. Les petites histoires dans la grande histoire, le constat d'un basculement, un après la guerre qui fut peut-être, avec le train nous dit-on, le début de l'exode rural et cette remarque, au détour d'un témoignage, qui laisse songeur :

« Que seraient devenus la France et Meilhards si tous ces hommes n'étaient pas morts ? » Un film qui part du besoin de chercher et savoir, et finit sur la nécessité de raconter et témoigner.



# Des Kanaks à Tarnac

Comment se fait-il qu'une soixantaine de Calédonien·nes, dont de nombreux·ses Kanaks, se soient retrouvés à la ferme du Goutailloux à Tarnac, sous une pluie battante, à discuter, à festoyer et à danser une nuit entière, durant le week-end du 4 octobre 2020 ? La généalogie de cet événement serait bien longue à raconter, car elle est issue de mises en réseaux personnels et collectifs. Mais ce qui est néanmoins intéressant à relever dans cette affaire est bien le fait que ce soit finalement le virus du Covid-19 qui ait permis cette magnifique rencontre.

**A**u départ, le collectif Festin Commun, composé d'étudiant·es et travailleur·ses Calédonien·nes vivant en France, avait pensé ce rassemblement fin août 2020 en Dordogne, autour de la question du référendum du 4 octobre pour l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Mais leur projet s'est vu annulé par l'arrêt d'un maire ayant interdit les rassemblements privés de plus de 10 personnes sur sa commune, pour cause de Covid, ce qui, à l'époque, apparaissait soit comme de l'avant-garde, soit comme du zèle, selon les subjectivités de chacun. Quoi qu'il en soit, c'est bien à partir d'une invitation à produire leur événement dans des zones insoumises, sans craindre la police ni ses amendes, que cette rencontre au Goutailloux fut possible, devenant alors veillée électorale du 3 au 4 octobre, jour du vote du second référendum en Nouvelle-Calédonie. L'événement s'est également transformé en sorte de « rencontre internationale », en présence non pas de seuls Calédoniens, mais en compagnie de Guyanais, Soudanais, Occidentaux, Congolais, et autres peuples présents dans la région.

## Comment vois-tu ton pays dans le futur ?

En effet, la question de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie ne semble pas passionner les médias ni la majorité des Français, et bien souvent les Calédoniens présents en France se retrouvent plutôt entre eux pour en débattre. Or, pendant ce week-end, la question de l'indépendance et de la place de la société kanak ont pu être mises en jeu autour de différents peuples, chacun apportant les complexités de la situation politique de son propre pays, afin d'enrichir les réflexions. Et elles furent nombreuses, autour de la simple question-tiroir proposée par le collectif Festin Commun : « Comment vois-tu ton pays dans le futur ? » Cette question, au départ adressée aux Calédoniens, a ainsi pu résonner de manière mondiale, grâce à la présence de cette diversité culturelle internationale. Car au fond, comme pour un collectif, comme pour un couple ou une famille, il est souvent assez sain de sortir de son entre-soi pour s'ouvrir aux regards extérieurs : cela amène automatiquement de la complexité, de la respiration, de l'ouvert. Ainsi, de nombreuses conversations passionnantes et souvent passionnées ont pu durer toute l'après-midi jusqu'au soir, où les festivités ont pu commencer, où le bougna (plat communautaire kanak) a pu être servi, et où les groupes de musique ont pu s'enchaîner de 21 h jusqu'à 9 h du matin.



## En direct de la ferme du Goutailloux...

Le lendemain, après une nuit blanche pour la plupart, était diffusée sur un écran la soirée électorale de la chaîne locale calédonienne NC La Première TV. Les résultats allaient apparaître au fur et à mesure. Des journalistes de NC La Pre-

mière TV étaient par ailleurs présents durant le week-end à la demande de Festin Commun, multipliant les images de la grange du Goutailloux sur la télé calédonienne, sur le web, et effectuant même un direct. Nous assistions alors à un étrange moment : regarder sur un écran émettant un direct depuis la Nouvelle-Calédonie nos propres corps au milieu de la grange, en entendant en écho la journaliste dire « en direct de la ferme du Goutailloux... ». Puis ce fut le tour de France 3 Limousin, toujours à la demande de Festin Commun, où surgit cet étrange parole de la part de l'un d'entre-nous : « Le Goutailloux ce n'est pas politique : nous accueillons des peuples en luttés qui se posent des questions, et les questions sont nombreuses. »

## Pas politique mais offensif

En effet, la volonté des organisateurs de Festin Commun et de leur média internet *Lakaz'en live* était bien de produire un événement « non-politique ». C'est-à-dire d'inviter tous les Calédoniens présents en France, indépendantistes ou loyalistes, Kanaks ou non, à venir discuter ensemble de l'avenir de leur pays, en dehors des étiquettes et des institutions. C'est donc en partie pour « jouer le jeu » que cette phrase sur le Goutailloux est sortie. Mais, considérons également cette phrase comme une forme de pied de nez, car si la volonté d'une partie des habitants du plateau de Millevaches reste bien de se défaire de tout parti ou opération politiques, il n'en reste pas moins que le Plateau est un pays de luttés. Il s'agit donc bien de là, en sous-texte, d'affirmer, à l'instar des premiers Gilets Jaunes, que « c'est justement parce que ce n'est pas politique, que cela est offensif ». Ce week-end est malgré tout tombé sous les radars de journalistes réactionnaires de La Première, en témoignent ces rumeurs colportées sur des forums parlant de « coup organisé localement par la France Insoumise et le NPA ! ». Cela prouve bien qu'ils n'ont pas encore compris qu'en effet, nous ne sommes pas politiques.



## Un OUI, un NON, un autre OUI

Puis, vers midi, après une nuit entière à veiller, à se rencontrer, à danser, la nouvelle tomba enfin : 46,7 % de OUI à l'indépendance. Pour beaucoup la déception succéda à l'euphorie, et certains s'en allèrent faire un tour dans la forêt, d'autres se couchèrent dans un coin, subitement malades. Oui, le NON fut une déception, car nous étions nombreux à y croire. Mais pour considérer le verre à moitié plein : c'est déjà 3,5 points de plus qu'en 2018, où le premier référendum avait produit une surprise avec 43,3 % pour le OUI à l'indépendance, là où les loyalistes attendaient plutôt 30 %... C'est donc une avancée à laquelle nous assistons. Avec les 6 000 jeunes Kanaks qui vont pouvoir s'inscrire au prochain, cela rétrécit encore dangereusement le camp du NON, qui se fait en effet du souci. À tel point que, coup de théâtre, le parti loyaliste principal, Calédonie Ensemble, présenta dès le 5 novembre, des pistes de réflexion pour proposer, contre toute attente, un « OUI Républicain ». En effet, devant la dangereuse perspective de voir la Nouvelle-Calédonie



s'en aller avec un vote majoritairement autochtone, le camp occidental retourne sa veste et change de stratégie, face à ce OUI inquiétant et largement à définir. Un OUI afin de contrebalancer les effets potentiellement désastreux pour les colons d'une majorité autochtone ? Un OUI afin de coaliser une forme de colonisation politique et économique stabilisée de la Nouvelle-Calédonie, troisième productrice de minerais rares dans le monde, dont le fameux nickel ?

## Calédoniens et Kanaks reviendront

« Les Calédoniens ont besoin de se parler » constatait Hassan, un des organisateurs de Festin Commun, à la fin du week-end. « Et ils ont besoin de se parler avec d'autres peuples, et aussi, ils ont besoin de se voir en vrai, dans des endroits conformes à la situation actuelle... » rajoutait-il, en faisant allusion aux contraintes liées au Covid-19. Car, au-delà de la magie de ces rencontres, la ferme du Goutailloux et le plateau de Millevaches leur sont apparus comme un lieu de possibles, où d'autres événements pourraient être organisés, ici, ou ailleurs, en vue d'une réflexion de deux années avant le prochain référendum de 2022, en lien avec les nombreux peuples et réflexions révolutionnaires qui habitent la France d'aujourd'hui. Car nombreux parmi ces étudiants désirent rentrer en Nouvelle-Calédonie avant le prochain référendum, et, avec une nourriture intellectuelle et sensible éprouvée en France, essayer de faire entendre des idées nouvelles aux Calédoniens, afin de creuser le débat sur cette nouvelle société qui pourrait naître des urnes en 2022. Faut-il accepter un OUI Républicain au prix de mieux faire passer la colonisation institutionnelle des peuples océaniques ? Faut-il accepter le OUI Républicain, tout en bouleversant les institutions localement, une fois l'indépendance acquise ? Les questions sont nombreuses, et nous avons deux ans avec eux pour y réfléchir. Ces rencontres auront finalement peut-être surtout servi de point de départ pour des cheminements ultérieurs, autour de la question océanique et décoloniale, riche en promesses, autant pour les uns que pour les autres. Souvenons-nous du Larzac qui avait également soutenu les luttes kanak dans les années 1980, avec cette étonnante résonance entre Larzac, Kanak, Tarnac... En tout cas, des rendez-vous sont en train d'être pris, les Calédoniens et Kanaks reviendront par ici et passeront également par ailleurs. À bientôt donc, pour de nouvelles aventures océaniques.

Florent Tillon





# Un plateau de fromages de montagne : « Mais il est où, votre Plateau ? »

**L**es fromages, tout le monde connaît. Par contre, il y a – comme qui dirait – un petit tas de gros malentendus concernant les mots plateau et montagne, enfin les nôtres. Lever les malentendus est presque aussi dur que de lever nos pierres granitiques. La Montagne limousine était là avant les plateaux, elle vous a été présentée dans le n°69 d'IPNS (décembre 2019). Plus largement, à l'exception du bassin de Brive, l'ensemble du Limousin est formé de plateaux, et même un peu plus loin, puisqu'ils s'étalent jusqu'aux monts d'Auvergne. Nos pieds sont posés sur de vieilles montagnes granitiques, usées par l'érosion de centaines de millions d'années. Il en reste une sorte de carapace de tortue, faite de plaques, comme autant de plateaux.

## Usons donc des métaphores

Prenons la définition minimaliste des *Mots de la géographie : dictionnaire critique* de Roger Brunet : un plateau est une forme de relief tabulaire. Il ne croit pas si bien dire, tout l'ouest du Massif central est une table. Les Espagnols appellent ça *mesa* ou *meseta*. Une table donc, comme celles qu'on trouvait dans les fermes d'avant le « progrès » : costarde, bancale, usée par endroits par les frottements et de nombreuses traces de couteau.

Cela pourrait aussi être votre main : on pourrait la croire lisse, les veines, les rides, les petites plaques et les verrues, les cicatrices, le squelette sous-jacent. Si vous étiez le géant Atlas, vous auriez la même impression en passant votre main sur le globe. La France occidentale, presque lisse, presque plate, en fait pas du tout.

Usons d'une autre comparaison, culinaire cette fois : imaginez un clafoutis ou une tarte aux prunes. Boursouflée sur les bords, telles les Monédières, pâte parsemée de bosses : ce sont les fruits. Et maintenant, coupez sans retenue, vous aurez creusé des vallées profondes, et obtenu un plateau. André Gide évoquait dans *Les Nourritures terrestres*, ces « plateaux où viennent se reposer des collines ». Voyons ça de plus près.

## L'ensemble des plateaux limousins

Celui de Millevaches pour commencer. Nous devons à ce brave Marius Vazeilles un premier malentendu. Dans son ouvrage *Mise en valeur du plateau de Millevaches* (1931), tellement pressé de convaincre, il a étendu à l'ensemble de la Montagne limousine les rêves d'aménagement forestier qu'il avait conçus à l'origine pour le seul plateau de Millevaches. Ainsi, ces plateaux, qu'on appelle de Millevaches, de Gentioux, de la Courvine, des Combrailles, de Basse-Marche, du sud-est corrézien... sont régulièrement coupés par les vallées profondes de nombreuses rivières : au nord la Creuse, le Taurion, la Tardes, et même le Cher, vers l'ouest la Maulde, la Vienne, au sud la Vézère, la Corrèze, la Diège, et plus loin à l'est le Chavanon et la Dordogne. Ce sont ces grandes cassures qui font qu'on monte et descend sans cesse. Elles n'ont pas été creusées par les rivières, qui se contentent de

suivre la pente et d'envahir les creux générés par des failles géologiques. Le cours d'eau ravine et alluvionne : le bilan s'annule.

Donc, ne cherchez pas un relief plat, comme cette touriste parisienne tombant des nues : « Mais il est où, votre plateau ? » Il suffit de tendre le bras en montrant la direction de l'est, et dire : « Par là. » C'est depuis un sommet qu'on a le meilleur aperçu d'un plateau : au loin, l'horizon est rectiligne. Entre les deux, on devine par l'alternance des couleurs végétales l'ondulation du relief.

## Des paysages harmonieux

Une carte vaut mieux qu'un long discours. Reprenons la métaphore de la carapace de tortue. Elle possède, comme la Montagne limousine, une colonne vertébrale. Celle-ci constitue pour nous la ligne de partage des eaux, qui court de monts en monts, de Nedde à l'ouest jusqu'à Ussel à l'est. D'autant qu'un peu partout culminent de « grands monts », des sortes de taupinières dans notre gigantesque pré, résultat d'une érosion moins forte. En voici deux au Mont Bessou (977 m) et au signal d'Audouze (953 m), plus à l'est le Puy des Chaires (932 m) et à l'ouest le sommet avancé du Mont Gargan (735 m). LES plateaux limousins ne sont donc pas plats, ils s'abaissent en douceur vers l'ouest, le nord et le sud-ouest. Et quand les dénivelés se réduisent, on peut dire qu'on est bien sur « UN » plateau. Alors, celui de Millevaches ? Eh bien, ce plateau, au sens propre, est tout petit. Il court, façon de parler, de Tarnac à Saint-Setiers, puis de Millevaches à Sornac. Toutefois, l'ensemble DES plateaux limousins est plus vaste que LA Montagne limousine. C'est au cœur de cette dernière qu'on peut trouver régulièrement quelques kilomètres « presque » plats, par exemple quand on circule de Tarnac à Peyrelevade, en longeant la Vienne, ou encore de Lacelle à Bugeat, de Croze à La Courvine, de Faux à Gentioux... Il est utile de le préciser, pour que tout le monde parle de la même chose.

Quand on quitte la Montagne, on rencontre alors des zones plus plates, qui ressemblent plus à ce qu'on croit être un « vrai » plateau. Voyez la route de Pontarion vers le Puy-de-Dôme. C'est un plateau, mais il n'a de nom



qu'après Aubusson, où commencent les Combrailles. Il est entrecoupé par la vallée de la Creuse, puis du Cher, de la Sioule...

On peut suivre aussi la route d'Eymoutiers à Limoges. Après avoir remonté depuis la Vienne, le plateau descend vers l'ouest par étages, coupé par la profonde vallée de la Combade. Ensuite, il se poursuit jusqu'à Limoges. Sur certains plats, avec de grandes lignes droites, il est difficile de rouler à 80 km/h, n'est-ce pas ?

N'oublions pas un plateau véritable, au sud de Treignac, lorsqu'on va vers Tulle ou Uzerche, plateau là aussi étagé, appuyé sur le solide massif des Monédières à l'est.

En réalité, avec ce panorama géographique, nous avons fait le plus facile. Voici pourquoi.

## Le Plateau fantasmé

Dans ce milieu naturel assez bien défini, nous avons vu se produire deux exodes opposés. Quand notre Montagne limousine avait du mal à nourrir ses habitants, c'est le travail des ouvriers migrants qui l'a aidée à survivre. Il fut ensuite un temps de ruptures : l'exode rural, de saisonniers, devint définitif (voir IPNS n°46, mars 2014). À l'inverse, depuis un demi-siècle, de nombreux habitants sont venus d'ailleurs, attirés par des conditions de vie agréables, loin des villes, et la possibilité de créer soit une activité économique, soit des groupes inspirés par le slogan « un autre monde est possible ». On y cultive l'écologie, comme une forte méfiance envers les autorités politiques, ou des opportunités culturelles

(comme la Fête de la Montagne). Nous pourrions appeler cette société redynamisée le « Plateau alternatif », tissé de communautés et associations très militantes, à la moyenne d'âge plutôt jeune, inventives et non-résignées. Nous observons aussi des positions de révolte ouverte contre bien des projets gargantuesques et des situations d'injustice (migrants, gilets jaunes). Nous dénommerons cette forme plus radicale « Plateau insoumis ». Dans tout ça, où est le fantasme ? Il est d'abord chez ceux qui regardent toutes les initiatives des « gens du plateau » avec méfiance, dédain, mépris même. Entendu ceci un jour dans une mairie : « Ça, on ne soutiendra pas, parce que ce sont des gens du Plateau. » Tout juste si l'on ne parlait pas d'invasion des « néos », et pourquoi pas d'ennemis tant qu'on y était ? Enfin ce Plateau qui fait peur existe bel et bien, avec ses réussites et ses côtés agaçants. Beaucoup de personnes vivant en dehors (géographiquement) s'y reconnaissent, s'en revendiquent et y « montent » souvent. C'est un atout, à condition que ni les uns, ni les autres ne campent sur leurs frontières. D'ailleurs, il est facile de remarquer que le Plateau géographique n'a pas de limites bien établies, pas plus que le Plateau fantasmé, qui lui n'en a pas du tout. Paix sur le Plateau aux hommes de bonne volonté. J'écrirai ça dans ma lettre au Père Noël.

Michel Patinaud



**Brave soldat ne revint pas de guerre...  
Il disparut avec l'Empire à Sedan (1870)**

# « Ah Dieu que la guerre est jolie ! »

*La ferme des dernières cartouches, 1873, Alphonse de Neuville, Musée de Bazeilles*

Ce vers du célèbre poète Guillaume Apollinaire est à prendre bien sûr avec un certain recul. Son ironie ne vous aura pas échappé. Il se voulait le poète de l'amour puis de la guerre, mais surtout de la guerre qui détruit l'amour, ce qu'il nous disait dans ce poème intitulé *L'adieu du cavalier* (1918). Finalement, je préfère les vers de ce jeune homme de 16 ans, né à Charleville. Traversant les campagnes dévastées du nord-est, durant l'été 1870, il eut l'idée de ce poème très connu, qui dit ceci :

*... Un soldat jeune, bouche ouverte, tête nue,  
Et la nuque baignant dans le frais cresson bleu,  
Dort ; il est étendu dans l'herbe, sous la nue,  
Pâle dans son lit vert où la lumière pleut.  
Les pieds dans les glaïeuls, il dort. Souriant comme*

*Sourirait un enfant malade, il fait un somme :  
Nature, berce-le chaudement : il a froid.  
Les parfums ne font pas frissonner sa narine ;  
Il dort dans le soleil, la main sur sa poitrine,  
Tranquille. Il a deux trous rouges au côté droit.*

Tout le monde aura reconnu *Le dormeur du Val* et son auteur, Arthur Rimbaud. C'est à cette manière de voir la guerre et ses morts que je voudrais m'attacher.

### La triste histoire de Gabriel Moratille

On aimerait croire que ce petit gars du Plateau, scieur de long né à Nedde, a eu une mort aussi douce. Il est probable que sa mort ne ressembla pas à ce gentil *Dormeur du val*. Mais voyez donc : le 27 novembre 1872, Charles Regaudie, maire de Nedde, retranscrit sur ses registres d'état-civil la disparition à la guerre de son jeune administré, Gabriel Moratille. La date est ici d'une grande importance, sa disparition date en effet du 1<sup>er</sup> septembre 1870, soit 27 mois plus tôt, à Sedan. On sait que ce jour-là eurent lieu les désastreux combats qui précipitèrent la capitulation. Même si la fiche matricule de ce soldat n'en fait aucune mention, on sait que, le 18 août 1870, son régiment était à Gravelotte, où il tombait ce que vous pouvez imaginer, et même à Reichshoffen, où les fringants cavaliers chargeaient.

Aujourd'hui, cette guerre est en grande partie oubliée. Trop loin, et puis les noms ne figurent pas sur les monuments aux morts. C'est pour cette dernière raison qu'une opération de recherche vise actuellement à reconstituer la liste des tués, blessés, disparus de cette guerre. Mené par des généalogistes, ce collectage obéit à une logique qui m'agace : redonner leur juste place à ces morts « pour la patrie ». Voyons cela : la France du II<sup>e</sup> Empire déclare la guerre au Royaume de Prusse (l'Empire Allemand n'existait pas encore) le 19 juillet 1870. Cette déclaration fait suite à une prétendue humiliation de l'ambassadeur de France à Berlin, par le célèbre Otto von Bismarck. La raison en était le refus de Napoléon III d'accepter un allemand sur le trône d'Espagne (vous suivez ?). Réaction politique strictement hypocrite de Napoléon « le petit », qui n'aurait dû engager en rien le peuple français. La patrie a bon dos. Bismarck n'attendait que cela, et Krupp aussi, comme De Dietrich chez nous (de Reichshoffen justement). Anatole France écrira plus tard : « On croit mourir pour la patrie, et on meurt pour des industriels. » Alors, on mobilise tout d'abord ceux qui sont déjà sous les drapeaux. En fait, il n'exis-

tait pas de service militaire au sens propre. Une minorité de jeunes français étaient « à l'armée ». C'est le cas de notre Gabriel de Nedde. Appelé au conseil de révision en 1864, à Eymoutiers, sa fiche matricule est la seule trace que nous ayons de son physique. Haut de 1 m 65, c'est-à-dire un peu plus grand que la moyenne de l'époque en Montagne limousine (environ 1 m 60), il ne présente rien de bien original : cheveux châtons clairs, un front « découvert », sur un visage ovale. Ses yeux, comme son teint, sont bruns, au-dessus d'un nez « moyen » et d'un menton rond. Selon la règle, il doit partir pour six ans, au 1<sup>er</sup> janvier 1865, affecté au 89<sup>ème</sup> régiment d'infanterie de ligne, stationné à Draguignan. Il doit partir car il a été tiré au sort, situation à laquelle échappent tous ceux qui peuvent racheter un mauvais numéro. En juillet 1870, Moratille n'est donc pas très loin d'être libérable, quand commence le conflit avec la Prusse. Son régiment est affecté à l'armée du Rhin, il est l'héritier d'un glorieux ancêtre des guerres révolutionnaires, connu lors de l'Ancien Régime sous le nom de Royal-Suédois, un régiment d'infanterie allemand au service du Royaume de France. Ironie de l'histoire. À Sedan, sous le commandement de l'empereur, sont assiégés 120 000 combattants. Après un déluge d'obus, Napoléon III surnommé Badinguet, capitule le 2 septembre 1870, puis est fait prisonnier. Bilan du siège : 3 000 soldats tués, 14 000 blessés, 21 000 disparus, 83 000 prisonniers. Comme l'indiquent les mentions du maire de Nedde, Gabriel Moratille devait faire partie de ces derniers. Sans doute a-t-il connu le sort décrit par Émile Zola dans son roman *La débâcle*. En réalité, nous n'en savons rien. Les prisonniers sont gardés pendant 10 jours dans la presqu'île d'Iges, dans un méandre de la Meuse, gardés par un bataillon bavarois. « Les soldats parqués dans des conditions effroyables, tels que l'endroit, à ciel ouvert fut surnommé le camp de la Misère. C'est le malheureux lot des prisonniers de guerre [...]. On parle de la Meuse charriant des centaines de cadavres, des milliers d'hommes morts de



Monument à la mémoire des soldats du 71<sup>ème</sup> mobile  
Limoges - Cours Jourdan

faim ou de dysenterie. » Voici ce qu'en dit Zola. Le 4 septembre, la République est proclamée. Celle qu'a célébrée récemment Emmanuel I<sup>er</sup>, la 3<sup>ème</sup> République, parce que pour lui, la 1<sup>ère</sup> (1792) et la 2<sup>ème</sup> (1848) ne comptent pas sans doute. Et la guerre continue, faisant des ravages. 140 000 morts fran-

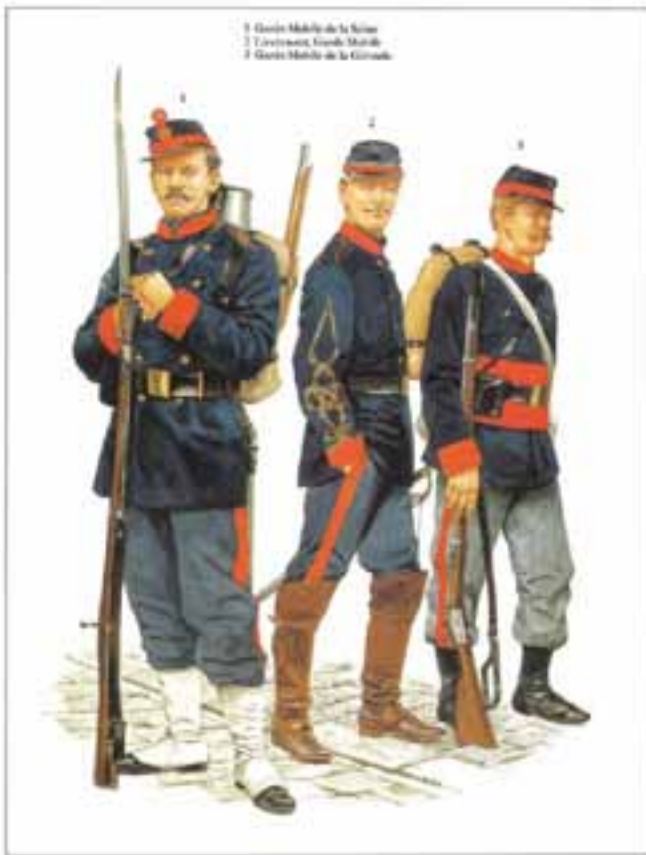


çais, dont 23 500 de la variole, les Prussiens étant vaccinés mais pas les nôtres ! Du côté des prisonniers, c'est pire : 400 000 soldats sont emmenés en captivité en l'espace de six mois ! En mars 1871, tout le monde devrait être rentré. C'est probablement ce que se demandait la famille de Gabriel. Il n'avait déjà plus ses parents, mais encore cependant des frères, des sœurs, des neveux. Ou Gabriel est mort, « on nous aurait averti », ou il est prisonnier, « et on va le revoir bientôt ». Mais quand l'armée avise la mairie de Nedde, 27 mois se sont écoulés, le texte précise bien : « Disparu le 1<sup>er</sup> septembre 1870 à Sedan et que depuis cette époque toutes les recherches auxquelles il a été procédé pour découvrir son corps sont demeurées infructueuses. »

### Les petits « moblots » du Plateau

Voilà pour le triste sort de Gabriel Moratille. Peut-être sa mort ressembla-t-elle à ce gentil *Dormeur du Val*. De nombreux parmi ses camarades étaient originaires du Plateau. Rien à voir avec l'hécatombe de 14-18, juste une « légère » hécatombe... En effet, une guerre (relativement) courte (6 mois), des moyens militaires moins « industriels », pas de tranchées-tombes, et une mobilisation limitée, peuvent expliquer le nombre de morts relevés dans la Montagne limousine. De nombreuses communes (les 2/3) n'en eurent aucun. C'est le cas de Saint-Martin-Château, de Féniers, de Saint-Angel, de Pérois-sur-Vézère, de Doms. Cela semble peu, au regard des boucheries ultérieures, mais on peut tout de même regretter la perte de 9 jeunes hommes d'Eymoutiers, 7 de Treignac, 5 de Peyrelevade, 4 de Saint-Setiers, 3 de Saint-Sulpice-les-Bois, 1 de Felletin... Au total, environ 110 morts originaires de la Montagne limousine.

Tous ces braves gars n'avaient rien demandé, la plupart ne savaient pas où se trouvait précisément l'Allemagne, et ils ne parlaient même pas la langue de leur « patrie ». Je crois qu'ils méritent tout de même qu'on ait une pensée pour eux, sur un monument ou pas, c'est un autre débat. Qu'ils ne restent en tout cas pas anonymes, rappeler leur nom étant déjà beaucoup. Car, c'est assez remarquable, le ministère « de la guerre » de l'époque, c'était bien son nom, n'a jamais recensé ses victimes. Elles devaient être trop nombreuses, et puis les Allemands n'avaient pas rendu tous les prisonniers... Dans certains cimetières d'outre-Rhin figurent des plaques



évoquant des « soldats français », sans nom, et même des fosses communes où étaient inscrits : « soldats français ET allemands ». Beau symbole.

Observons quelques exemples significatifs de nos petits « moblots ». C'était le surnom donné aux membres de la Garde Mobile, en quelque sorte une réserve territoriale départementale. Ces derniers avaient été envoyés dans les zones de combats après Sedan, et l'avancée inexorable des armées allemandes. Contrairement à une idée reçue, ces gens-là n'étaient pas des volontaires. Ils n'avaient pas le choix. La majorité de ceux que l'on connaît sont morts dans des hôpitaux civils ou militaires, souvent bien après la Paix. Ainsi Jean Touby, 21 ans, de Treignac, est mort « des suites de blessures multiples par coups de feu », une lente agonie de 6

mois. Suite de blessures ou maladies (dysenterie, typhoïde, pneumonie, variole...) sont les causes qu'on trouve le plus souvent. Le premier tué limousin recensé – mais il y en eut sans doute avant, était de Vallière. Il s'appelait Léon Balot. Le 16 août 1870, à Triancourt dans la Somme, il reçut des « éclats de mitraille en pleine poitrine ». Les combats entraînent nos régiments fort loin à l'intérieur du territoire, puisqu'on trouve des décès au Mans (Pierre Gautherie, d'Ambrugeat), à Angers (Jean Baptiste Lanty, de Gentieux, « d'une balle dans la cuisse »), à Thouars, à Meung-sur-Loire, ou même à Rennes. Pierre De Gabriel, de Peyrelevade, mourut même « chez un particulier », dans la Sarthe. On pourrait presque suivre cette triste litanie sur une carte du recul de nos armées.

Quelques officiers allemands consciencieux ont fait parvenir des actes de décès. C'est comme ça qu'on trouve de nos « moblots » morts en captivité, à Dantzig (Léonard Ferrand, de Gentieux), à Spelluv, à Koblenz, et même à Königsberg, alors en Prusse. Léonard Espinet, un treignacois, y mourut « des suites des privations durant le siège de Metz », qui dura deux mois, jusqu'en octobre 1870. Le tristement célèbre général Bazaine ne voulait pas se rendre. Quel courage !

Ah oui, les généraux, que d'aucuns considèrent comme des héros. Il y en a un qui trouve grâce à mes yeux : Bourbaki, qui réussit à faire passer 88 000 hommes en Suisse, pays neutre, où ils furent juste désarmés. Bismarck refusa leur retour en France avant la signature de la Paix. Joseph Luc, de Sornac, n'eut pas cette chance, il y mourut de dysenterie à l'hôpital de Billon.

Tout ceci doit nous interroger sur la pertinence du terme héros : « Il n'y a pas de héros. Les morts sont tout de suite oubliés. Les veuves de héros se remarient avec des hommes vivants, simplement parce qu'être vivant est une plus grande qualité qu'être un héros mort. » Ainsi écrivait Jean Giono, et pour une fois, j'aimerais lui donner tort.

Voilà : 1870-2020, 150 ans. Nous n'avons plus de ministère de la guerre, juste « de la défense ». Quand un soldat français meurt au Mali, il a droit à un reportage à la TV, des obsèques nationales... Autre temps, autres mœurs. Au fait, à quand un ministère « de la Paix » ?

Émile Vache

## Le soviet de La Courtine a désormais son livre de référence

L'histoire des Russes de la Courtine a déjà fait l'objet de divers ouvrages, y compris par Rémi Adam qui propose avec ce nouveau livre, quelque chose qui ressemble à la somme sur le sujet : 536 pages pour raconter et analyser l'histoire du corps expéditionnaire russe en France et la révolte de La Courtine qui en est l'épisode le plus connu. Une histoire qui, selon Rémi Adam « se situe à la croisée de l'histoire des relations franco-russes, des mutineries et de la révolution de 1917. Comment la révolution a-t-elle pu se frayer un chemin jusque dans les tranchées, loin de l'agitation politique de la Russie, apparemment hors de portée de la propagande bolchévique ? Par quels canaux cette « contagion » a-t-elle innervé l'ensemble du corps expéditionnaire ? Comment est-on passé, d'une «troupe d'élite» dont les hommes et les officiers avaient été sélectionnés avec un soin tout particulier, à la plus importante mutinerie survenue sur le front occidental ? » En 1915, alors que la guerre s'est enlisée, le gouvernement français prend la chair à canon partout où elle se trouve. L'empire colonial y pourvoit largement, mais c'est encore insuffisant. Paris forme alors le projet de puiser dans les immenses réserves d'hommes de l'allié russe, en échange de quelques livraisons d'armes. C'est un faible apport militaire, mais un magnifique outil de célébration de « l'amitié franco-russe » – jusqu'au moment où la contagion révolutionnaire vient briser les rêves de la propagande. Les deux brigades russes, arrivées en France en 1916, accueillent la nouvelle de la Révolution de février dans le plus grand enthousiasme. La détestation du tsar est unanime parmi les hommes. Après le désastre de l'offensive Nivelle dans laquelle elles sont jetées en avril, les brigades se mutinent et exigent leur rapatriement. Elles sont retirées du front, internées à La Courtine, mais rien n'y fait : l'agitation persiste. Elle sera durement réprimée.

*Les Révoltés de la Courtine, Histoire du corps expéditionnaire russe en France (1916-1920)*  
éditions Agone, 2020, 25 €.



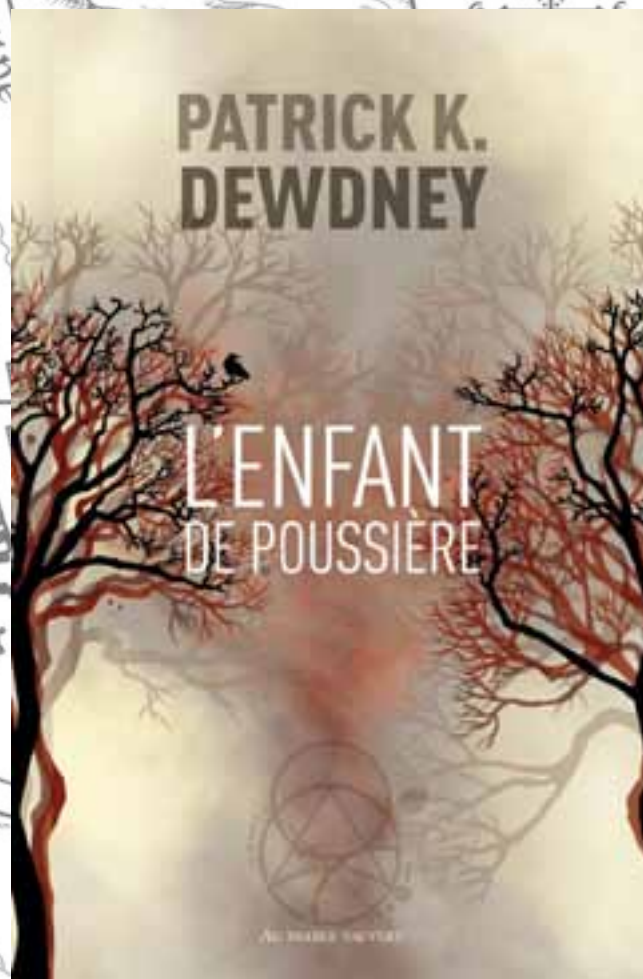
1916 - Débarquement des soldats russes à Marseille



Gare de la Courtine - juin 1917



# Le Cycle de Syffe de Patrick K. Dewdney



Dans nos contrées magnifiques, P. K. Dewdney est connu des amateurs de littérature. Il a par exemple participé ces dernières années à des événements majeurs : Folie les Mots à Faux-la-Montagne, et Les Écrits d'août à Eymoutiers, ville où il est désormais installé. Mais il est connu bien au-delà car il s'est fait un nom, obtenant un succès certain, récompensé par de nombreux prix dont le plus récent doit être Le Grand Prix de l'Imaginaire 2019. IPNS vous a déjà parlé d'une collection intitulée « Territori », dirigée par l'éditeur Cyril Herry (IPNS n°55, juin 2016), où Patrick Dewdney avait une place à travers son roman *Crocs*. Le personnage principal, assez déroutant, y cheminaient à travers la nature (presque) sauvage située entre Tarnac et Vassivière.

## Une saga « fantasy »

Dans la saga intitulée *Le Cycle de Syffe*, ni les personnages, ni les intrigues n'ont grand chose à voir avec les précédents romans. Je souhaite vous parler du premier volume de cette saga – sept sont prévus – intitulé *L'Enfant de poussière* (éditions Le Diable Vauvert). À travers l'histoire particulièrement mouvementée et aventureuse d'un garçon de 8 ans, Patrick aborde un nouveau style, le roman de « fantasy ». Le romancier nous a expliqué lors d'une soirée pelade, pourquoi il avait décidé d'une nouvelle orientation, et bien précisé « fantasy » historique. Histoire de sourire

un peu, je dirais plutôt de l'histoire fantaisiste. La bible du genre, c'est *Le Seigneur des Anneaux*. S'il y a chez Patrick Dewdney quelques ressemblances avec la saga de Tolkien, il y a surtout des différences, la première étant que tous les êtres qui peuplent la région de Corne-Brune, et au-delà, sont des humains. L'histoire n'est pas intemporelle, elle se situe sans ambiguïté dans un contexte médiéval : les armures, les épées, les chevaux, les châteaux... Si l'approche de l'auteur répond bien à une définition du genre « fantasy », littérature de l'imaginaire, seuls les mythes y sont présents, peu de surnaturel. Finalement, si, cette Elle double qui hante les nuits de l'enfant, et qui n'est pas une femme.

Je vais commencer, pour m'en débarrasser, par quelques critiques. La longueur tout d'abord : 616 pages, il faut un sacré appétit. Le style un peu trop léché, belle langue, mais phrases souvent interminables, avec beaucoup d'effets de style, justement. Quand on lit : « Plusieurs tables massives y étaient disposées en carré, à la manière d'un réfectoire, où une poignée de camelots et trois voyageurs encapuchonnés, qui portaient les masques sculptés de la guilde des pèlerins, échangeaient les nouvelles en un désordre turbulent. » Eh bien, on se dit « la suite S.V.P. ». Je pense que Patrick abuse aussi des descriptions. En réalité, il s'amuse, l'écriture le remplit de plaisir, alors il traîne. Est-ce que ce « beau français » ne serait pas celui dont Serge Quadrupani se « contrefout » (Les Écrits d'août) ? Dernier point, mais ce

n'est pas vraiment une critique, la profusion des personnages et des lieux, les intrigues entremêlées, sont parfois difficiles à suivre. Heureusement, nous avons plusieurs cartes, il n'y manque qu'un lexique, PKD s'étant ingénié à inventer une foule de mots et de noms. Voici comment le critique littéraire Nicolas Winter a résumé ses impressions : « Syffe débarque dans notre imaginaire avec la puissance d'un météore, autant par son écriture sublime que par son monde d'une affolante densité. Le résultat ? Magistral. » Je rajouterais : un peu trop complaisant avec la violence. Le lecteur jugera.

## Inventivité et richesse de vocabulaire

*L'Enfant de poussière* est absolument impossible à résumer tant son contexte est foisonnant. L'histoire commence avec un quatuor d'enfants abandonnés, dont Syffe, confiés à une vieille femme qui les nourrit mal et ne leur prête guère d'affection. Syffe et ses amis Brindille, Merle et Cardou, jouissent par contre d'une assez grande liberté, qui les expose à tous les dangers. Cette liberté leur permet de côtoyer les habitants de Corne-Brune, ainsi que des tas de tribus des alentours, les Gaïches, les Deïsi, les Painotes... et les Syffes, assez méprisés par les habitants de la ville qui les qualifient de « foncés ». Syffe – c'est à la fois son peuple, son surnom et son nom – échappe plusieurs fois à la mort, dont il est sauvé par un guerrier mercenaire Var. Ce dernier veut faire du garçon un homme, à coups de tabassages et de tortures quotidiens. C'est avec lui qu'on entre dans la guerre, la vraie. Le siège de la forteresse d'Aigue-Passe ressemble furieusement à tous les sièges médiévaux. La violence ne suffisant pas, c'est la trahison et la trahison qui l'emportent. La suite est à lire dans *La Peste et la vigne*.

Une des grandes réussites du romancier est d'avoir créé « son » monde imaginaire, évoluant au rythme des lunes... celle des pluies, celle des semailles. Monde organisé en primautés (un genre de canton d'aujourd'hui), où l'on croise des justicaires, des premières-lames, des chargeurs igériens, des hobbelards, des junglings. L'inventivité et la richesse du vocabulaire sont un des attraits du roman. Les noms de lieux ou de personnages par exemple : Blancbois, Cullonge, Spinelle, Bourre, Embole... et l'infâme Misolle. En fait, si la société créée par Patrick Dewdney ressemble beaucoup au monde féodal, elle ressemble aussi à la nôtre, où les hiérarchies dépendent essentiellement de la force et de l'argent, où se succèdent les désordres politiques et sociaux, le fanatisme et la guerre. Les mentalités des personnages sont strictement contemporaines. Ah tiens, un autre point commun : le primat Villune, qui dirige Corne-Brune, est élu !

Michel Patinaud



# René Bonnet

## un enfant limousin

### « à l'école de la vie »

Les éditions Plein Chant, qui nous avaient déjà fait découvrir l'anarchiste Capi de Chamberet (voir IPNS n°69), viennent de rassembler dans un ouvrage ce qui constitue en quelque sorte les mémoires d'un acteur discret de la littérature ouvrière qui, sans se réclamer d'aucun courant de pensée, a donné par humanisme le meilleur de lui-même à l'histoire littéraire et sociale — et singulièrement à celle des métiers. René Bonnet (1905-1988) y raconte son enfance en Limousin, à Champeaux, près de Tarnac, et son apprentissage de la vie et du métier qui fut le sien : charpentier. Son éditeur nous en dit un peu plus.

**R**ené Bonnet est né à Paris, le 9 mai 1905 de parents qui avaient quitté autour de 1900 leur Limousin natal pour échapper au chômage frappant le métier de son père, scieur de long, et dans l'espoir de « changer la vie », comme tant de migrants de l'intérieur. Ce petit rappel de l'attraction par le mirage d'une vie meilleure n'est pas inutile en toile de fond de l'histoire d'un ouvrier qui a toujours voulu rester fidèle à ses origines et à sa classe. C'est en bas âge que le petit René fut confié à ses grands-parents en Corrèze où il demeura jusqu'à l'adolescence, son récit *Enfance limousine* évoque ces années heureuses.

#### Apprenti charpentier

Puis ses parents le rappelèrent à Paris pour qu'il entre en apprentissage dans l'entreprise de charpente où son père était devenu manoeuvre et où lui-même accomplira toute sa carrière. À *l'école de la vie* conte son apprentissage et ses premiers travaux sur le terrain. Il nous informe aussi des premières lectures qui vont orienter sa vie future : Barbusse et sa revue *Monde*, Romain Rolland, Jack London, Gorki, Martinet, Vildrac, Duhamel, Guillaumin. Le volume se referme à la fin des années 1920-1928, à la veille de son mariage, le 13 novembre 1929. Une petite fille en naîtra, Françoise, qui deviendra professeur et rédigera une thèse sur la littérature ouvrière allemande. C'est à la même époque qu'un camarade de travail fit lire à Bonnet des œuvres d'Henry Poulaille avec lequel il entra en contact, par lettre en 1931, puis par une première rencontre en 1932. Ce sera le début d'une amitié sans faille que seule la mort de Poulaille, de neuf ans son aîné, interrompra. Poulaille encouragea Bonnet à écrire, lui donna des conseils, un peu comme Marcel Martinet l'avait lui-même encouragé à ne pas tenter d'imiter les écrivains bourgeois mais à travailler à l'expression de sa propre expérience d'homme du peuple et d'ouvrier.

#### Écrivain prolétarien

Dans un certain nombre de journaux d'intérêt régional, dans quelques petites revues ouvrières et deux journaux nationaux (*le Peuple*, *la Flèche*), Bonnet publia des contes, des comptes rendus de lecture et des études. Ainsi son témoignage sur « *le Musée du Soir* », la bibliothèque populaire fondée avec Poulaille et quelques amis, qui fut la grande aventure militante de sa vie, et qui sera stoppée par la guerre. Parmi les amis de Poulaille, Bonnet se lia notamment avec Lucien Bourgeois sur qui il publiera une première étude en juillet 1934. Mobilisé comme réserviste, il sera fait prisonnier en juin 1940 et passera les années suivantes dans un camp près de Düsseldorf. Il en ramènera des souvenirs restés inédits, mais dont deux extraits parus fin 1945 dans l'ultime revue de Poulaille, *Maintenant*, sont repris dans cet ouvrage. Par ailleurs le dernier numéro de *Maintenant*, consacré au centenaire de la Révolution de 1848, présentera une étude historique de Bonnet sur « Agri-col Perdiguier, militant du compagnonnage, représentant du peuple et ouvrier écrivain ». Dans les années d'après-guerre, Bonnet collabora aux *Cahiers du Peuple* de Michel Ragon. Il apparaîtra une dizaine de fois, entre 1957 et 1962 dans *le Musée du Soir* des frères Berteloot, qui reprirent ce titre après



René Bonnet (à droite) en juin 1936 aux côtés du journaliste Fernand Teulé (à gauche) et de l'écrivain Henry Poulaille (au centre)

une parution parisienne puis six livraisons belges, aventures éphémères auxquelles Bonnet avait déjà participé. On trouve dans ces années-là le nom de René Bonnet dans de multiples petites revues prolétariennes.

#### Testament d'un ouvrier

En 1960, paraît sa *Petite histoire de la charpenterie et d'une charpente*. C'est qu'entre-temps, durant toutes ces périodes de rencontres et d'activités littéraires, René Bonnet n'a pas quitté l'atelier ni les dangers de la charpenterie. Sa connaissance du métier s'est élargie. Devenu ouvrier d'élite, il a voulu transmettre son savoir aux jeunes ouvriers qu'il a été amené à former. Nostalgique du compagnonnage auquel il n'a pas appartenu, il s'est fait un devoir de transmettre son expérience. Ce petit livre tout à fait attachant est rédigé comme un manuel d'apprentissage. Mais c'est aussi le testament d'un ouvrier qui lègue son savoir aux générations futures, quoique déjà, en 1960, il ne se fasse pas d'illusion sur l'avenir du métier : la mécanisation et ses prolongements, les contraintes économiques pesant sur la production, ne lui ont pas échappé et l'ouvrage se termine sur une note guère optimiste. Édité par les compagnons, ce livre peut être regardé comme un manifeste de la conscience professionnelle.

#### Un artisan en tout

René Bonnet, issu de la civilisation paysanne traditionnelle est devenu un ouvrier d'élite grâce aux qualités humaines et sociales transmises naturellement par ses ascendants paysans-artisans. Ce sont leurs valeurs qui l'ont porté au sommet de son art dans la charpente. En littérature, il a produit de même des textes artisanaux qui ont la marque profonde des véritables écrits prolétariens. Il n'a cherché ni le style, ni

l'effet, ni la notoriété, ni le gain. Bonnet, comme Jean Prugnot avec lequel il a bien des points communs et dont il fut l'ami, a été un des rares militants du refus de parvenir si cher à Poulaille. Pour les historiens du futur, ses livres seront des documents bruts d'un grand intérêt pour la compréhension au XX<sup>ème</sup> siècle de l'histoire des métiers, des fondements ouvriers de la société moderne et de la vie quotidienne des ouvriers. Veuf depuis 1968, René Bonnet s'est éteint le 21 août 1988 à Paris.

René Bonnet, *À l'école de la vie* précédé de *Enfance limousine*, préfaces de Lucien Gachon et de Jean Prugnot, éditions Plein Chant, 2020, 320 pages, 18 €.







## Automne en Botanie

**P**ourquoi Pipolo, le lutin qui vit dans le beau jardin de Botanie pleure-t-il ? C'est ce que les enfants découvriront en lisant ou écoutant ce conte écrit par Chantal Le Bouquin et illustré par Jean-Jacques Peyrissaguet. Au fil de l'histoire, après avoir découvert toutes les merveilles du jardin et du potager, Pipolo va en croiser les habitants et nous découvrirons ce qui le rend si triste et comment il échappe à sa tristesse. C'est joliment écrit, les enfants apprécieront tous les noms des plantes et arbres et les illustrations sont très réussies.

En vente à la librairie Passe temps d'Eymoutiers pour 10 €.

## Une tapisserie pour fêter les 150 ans de la Commune

**L**a section creusoise de l'association « Les amies et amis de la Commune de Paris 1871 » a lancé l'idée de faire tisser une tapisserie pour honorer la participation des nombreux migrants maçons creusois à cette révolution sociale. Tissée par de jeunes lissières d'Aubusson organisées en collectif, elle sera réalisée avec des teintures naturelles à base de feuilles et d'écorces de châtaigniers. Un clin d'œil à ces migrants qu'on qualifiait de « mangeurs de châtaignes » lorsqu'ils traversaient à pied le Berry pour atteindre Paris. Le tissage nécessite 175 heures de travail et l'association lance une souscription pour réunir la somme de 11 000 euros, avec le livre d'art qui accompagnera l'œuvre.

Contact : Les Amies et Amis de la Commune de Paris – 1871, comité local de la Creuse, 6 Lascoux 23 220 Jouillat. Courriel : 1871commune23@gmail.com – Tél. : 05 55 51 22 39



## Connaissez-vous le Bouligou\* limousin ?

**Ingrédients pour 4 personnes :** • 1 pomme • 4 cuillerées à soupe de farine de blé • 4 oeufs • 1 pincée de sel • 4 cuillerées à soupe de lait • 1 cuillerée à soupe de sucre • Beurre

**Réalisation :** • Préparation : 15 mn • Cuisson : 15 mn • Repos : 20 mn • Temps total : 50 mn 1- Épluchez la pomme, râpez-la côté gros trous de votre râpe. 2- Dans un saladier, mélangez la farine, le sucre et le sel. Mélangez et ajoutez l'oeuf et le lait. Ajoutez au mélange la pomme râpée et « boléguez » (mélangez) le tout. Remuez en soulevant la pâte. 3- Laisser reposer une vingtaine de minutes. 4- Faire chauffer la poêle puis la badigeonner avec le beurre. Versez la pâte dans la poêle. Baissez la flamme et laissez dorer. Quand la première face est cuite, retourner et faire cuire la seconde. **Dégustez chaud, tiède ou froid.**

\*de « bolegar » en occitan : secouer vivement dans tous les sens !



Recette extraite de Lacelle Info - octobre 2020

## CHRONIQUE D'EXILS

### EXCISION ET ASILE

## Mariame et ses filles : la réunification entravée



**M**ariame vient de Guinée-Konakry. Comme 90 % des filles et femmes de ce pays elle aurait dû être excisée<sup>(1)</sup>. Cette mutilation est interdite par la loi guinéenne mais une femme non excisée est impure, laide, potentiellement dévergondée, ne trouvera donc pas de mari et sera mise au ban de la société. Alors, les mères amènent leurs filles chez l'exciseuse car les hommes préfèrent épouser des femmes excisées. Mariame n'a pas voulu se soumettre à cette épreuve. Coups, menaces, rien n'y a fait et elle a fini par se sauver. Elle a survécu comme petite vendeuse, cachant bien son secret et elle s'est mariée. Hélas, après la naissance de sa deuxième fille, une de ses tantes l'a retrouvée et a révélé la vérité au mari qui a exigé que sa femme se soumette et, devant son refus, l'a répudiée. Son secret éventé, la vie est devenue impossible et Mariame a décidé de partir. Mais, au vu des risques du voyage, elle a laissé ses filles. Pour leur éviter l'excision, elle les a enlevées à leur père et confiées à une amie qui les cache. Mariame a obtenu l'asile. La vie n'est pas toujours facile et l'argent manque mais petit à petit, les choses s'améliorent. Elle a décidé, comme la loi l'y autorise, de faire venir ses filles

et vu les risques d'excision, a fait pour elles une demande de visa au titre de l'asile. C'était en janvier 2020, plus de trois ans après son départ. Son amie a fait toutes les démarches, les passeports, la visite médicale, etc. L'ambassade a dit d'attendre. Mariame a reçu et rempli le document envoyé par l'état civil de Nantes qui est chargé de la transcription des états civils des étrangers. Et puis rien... Est arrivé le Covid, le confinement puis le déconfinement. Aucune réponse à ses appels téléphoniques. Mariame a écrit à l'ambassade, en vain, puis à Nantes. Fait curieux, le mail envoyé de la boîte de la Cimade a reçu une réponse : pas de voyage du fait de la crise sanitaire. Quand les liaisons reprendront, on demandera à l'ambassade de considérer le cas. Nous étions en septembre, à huit mois de la demande. Cela voudrait-il dire que durant huit mois personne n'a considéré la situation ? Cependant, en septembre, les détenteurs de titre de séjour, les étudiants voyageaient... Alors pourquoi pas deux petites filles en danger ? Car le père les recherche et sans aucun doute il les fera exciser.

Mariame s'inquiète pour ses enfants. Son amie s'impatiente. Même si elles se parlent au téléphone et si elle envoie de l'argent, cela fait quatre ans que mère et filles ne se sont pas vues. La situation politique en Guinée est explosive. Mariame a peur. Elle pleure au téléphone et nous sommes à nouveau confinés avec les frontières extra-européennes une fois de plus fermées...

De nombreuses familles sont dans le même cas.

Dominique Weber-Alasseur



lèvres, ne laissant qu'un orifice pour le sang et l'urine (type 3). C'est essentiellement une affaire de femmes. Cette mutilation est souvent pratiquée à vif par des femmes âgées avec un couteau ou une lame de rasoir. Les complications peuvent être le décès par hémorragie ou infection, des cicatrices douloureuses, des douleurs pendant les rapports, des difficultés et des complications parfois graves lors de l'accouchement. Cette pratique très ancienne remonterait aux pharaons. On la trouve principalement en Afrique subsaharienne, Égypte, Indonésie (29 pays au total, 200 millions de femmes dans le monde, 3 millions de filles excisées par an âgées de quelques mois à la puberté en général). Bien qu'interdite par la loi de nombreux pays, la tradition reste extrêmement forte.

Cimade Eymoutiers : [eymoutiers@lacimade.org](mailto:eymoutiers@lacimade.org)  
06 41 45 66 17  
MAS Eymoutiers : [contact@assomas.fr](mailto:contact@assomas.fr)  
06 78 73 53 04  
Cimade Peyrelevade : [peyrelevade@lacimade.org](mailto:peyrelevade@lacimade.org)  
07 78 54 28 74  
MAS Peyrelevade : [lemaspeyrelevade@riseup.net](mailto:lemaspeyrelevade@riseup.net)



# René Limouzin, Salut !

Il fut l'auteur d'une cinquantaine de romans dits régionalistes (parus pour beaucoup aux éditions de la Veytizou), mais aussi un journaliste corrèzien qui savait dénicher des trajectoires originales, des personnages ou ce qu'on appelle encore des figures.

Collaborateur régulier de Télé Millevaches dans les années 1990, il avait également publié quelques textes dans IPNS dont le portrait d'un « Gaulois de Saint-Sulpice-les-Bois » (IPNS n°7). Dans le n°2 d'IPNS il racontait sa « conquête » du Pays de Millevaches : « Très longtemps dans mon esprit, avouait-il, il ne faisait aucun doute qu'il ne pouvait s'agir que d'un lieu désolé fait de landes tourbeuses peuplées d'ajoncs, de cimes arrondies garnies de bruyère et de quelques genévriers rabougris ; avec cependant quelques rares bergères portant quenouille... » Une image qu'il a vite corrigée lorsque son activité de technicien du syndicat départemental ovin l'a conduit dans les années 1960 à rencontrer de nombreux paysans du Plateau : « Le fait que je leur dise que j'étais paysan moi-même, avant d'être technicien, cela les comblait d'aise : "Vous nous comprenez, vous, au moins, c'est pas comme les autres..." Combien de fois entendrai-je par la suite cette réflexion qui, d'emblée, m'ouvrait les portes et contribuait à faciliter ma tâche. » Cette compréhension et cette empathie pour les autres, il l'appliquait aussi bien avec les vieux paysans qu'avec les jeunes néo-ruraux. Fier de sa haute-Corrèze, musicien, conteur et chroniqueur, son itinéraire l'avait conduit de l'agriculture (il fut d'abord paysan) au social (il fut ensuite éducateur) et finalement à l'écriture. Si l'essentiel de sa production fut romanesque, souvent teintée d'une certaine nostalgie sans pour autant idéaliser un monde ancien, il se livra plus personnellement dans quelques livres, dont le dernier, paru l'an dernier, *Le paysan du dimanche*. Il y raconte ses relations avec ses parents, sa mère décédée tôt et son père avec lequel la relation fut difficile. Mais c'est un livre également consacré à son épouse, décédée en 2018. René Limouzin expliquait alors : « Cette fois encore, l'écriture d'un "livre-thérapie" m'a aidé dans un moment difficile. » À 94 ans, c'est à son tour de tirer sa révérence. Ceux qui l'ont connu se souviendront d'un homme d'une grande gentillesse, doux, curieux et, malgré une certaine amertume, toujours enclin à se réjouir et à sourire.



## Pour finir l'année en musique !

**T**allman est le titre du dernier disque du groupe Surnatural Orchestra. Sorti le vendredi 20 novembre, un des morceaux a été enregistré à Faux-la-Montagne dans l'église, dans la rue et à la salle des fêtes du village, lors du Carnaval sauvage de 2019. Une chouette idée de cadeau pour les fêtes !

Pour écouter le morceau enregistré sur le Plateau et acheter le disque : <https://surnaturalorchestra.bandcamp.com/album/tall-man-was-here>

# La Trousse corrèzienne sur son 31

Pour son trente-et-unième numéro (septembre 2020), notre consœur *La Trousse corrèzienne* fait sa mue : changement de format mais surtout changement de rythme. Le bimestriel devient mensuel. Un sacré pari pour ce journal d'information locale en Corrèze dans lequel on retrouvera dossiers, articles critiques, chroniques et humeurs. Dans la nouvelle formule, la dernière page (page 24) est désormais consacrée à un « portrait ordinaire ». Façon d'aller « à la rencontre des "sans nom connu", petites fourmis ou cigales qui peuplent nos vies et qui mélangés ensemble font une chaude et belle couverture patchwork. » Une rubrique qui « veut donner à voir les uns, les unes, et à la fin cet ensemble divers qui fait le monde. Car ce sont bien tous ces gens ordinaires qui font le monde. »

<https://la-trousse-corrèzienne.org>



## ABÉCÉDAIRE DU CYCLISME LIMOUSIN

# O Comme Oradour

LES 3 ORADOUR

**T**rois communes de Haute-Vienne portent ce nom, chacune a apporté sa contribution à l'histoire du cyclisme limousin. La plus connue est bien sûr Oradour-sur-Glane, commune martyre, malheureusement dans toutes les mémoires. Après la guerre, les ruines du bourg furent conservées en l'état pour témoigner et un nouveau village fut édifié à proximité. Le président de la République Vincent Auriol en a posé la première pierre en 1947 et la vie est progressivement revenue à Oradour. Pour marquer ce renouveau, les autorités locales décidèrent d'organiser un grand prix cycliste, dénommé « Prix de la Renaissance ». Première édition en 1953, sur 140 km d'un grand circuit, vainqueur Brun, un crack de la Dordogne. Mais la formule passait trop peu dans le bourg, ce qui n'attirait pas les foules. Aussi, à partir de 1958, on revint à un critérium de 100 km en 70 tours, les spectateurs avaient ainsi tout loisir d'admirer les champions les plus connus de l'époque. De 1958 à 1979, 22 éditions ont connu des vainqueurs prestigieux : Stablinski, Anquetil, Poulidor, victorieux 4 fois. Janssen, Godefroot, Karsens et Zootemelk figurent aussi au palmarès. Après 1979, la grande époque des critériums étant passée, la course ne fut plus organisée, à l'exception de 1988, sans lendemain. Pendant deux décennies, l'épreuve a attiré à Oradour des milliers de spectateurs, venus de toute la région. Le spectacle proposé leur permettait de côtoyer de grands champions qui s'illustraient dans le Tour de France et les grandes courses

classiques. La mondialisation du cyclisme, entamée dans les années 1980, se poursuit aujourd'hui, elle a rendu caduques de telles manifestations. Eymoutiers, Peyrat-le-Château, Fellestin, Ussel, et beaucoup d'autres ont aussi disparu. Seule Dunle-Palestel a su perdurer en Limousin.

La réputation d'Oradour-sur-Vayres ne dépasse guère les limites régionales, Charente et Dordogne comprises. Beaucoup voient dans les fêtes de la Saint-Christophe, dernier week-end de juillet, la plus grande fête foraine du Limousin, dont le Grand Prix cycliste constitue un des sommets. De 1932 à 2020, à l'exception de la guerre, ont eu lieu 88 éditions. Même en 2020, année perturbée par le covid, la course eut lieu mais à une date inhabituelle, le 15 août. Jamet, de Bourg-en-Bresse, en sortit vainqueur. On relève de grands noms au palmarès de ce Grand Prix, surtout des Néo-aquitains. Ainsi, en 1934 et 1939, le confolentais André Dumont s'imposa. Il avait entretemps gagné le Paris-Limoges. Au fil des années, on remarque la double victoire de Marcel Guitard (IPNS n°64), celle de Vivier en 1953 (qui connut deux victoires d'étapes sur le Tour de France, dont 1952 à Limoges).



On note aussi le succès d'Eugène Fourgeaud, le champion local, en 1954. Claude Mazeaud (IPNS n°71) a réussi le doublé en 1962-1963, comme Barjolin (71-74) et De Carvalho (76-84). De nombreux futurs ou ex-pros, ont inscrit leur nom au palmarès, tels Pinault, Brun, Michel Larpe (85-86). Plus récemment, citons, Mespoulède Vimpère et Mickaël Larpe, quadruple vainqueur (2012 à 2016).

Souhaitons que les contraintes sanitaires disparaissent en 2021, ce qui permettrait à Oradour-sur-Vayres de retrouver sa fête foraine et sa course cycliste, deux manifestations emblématiques de ce gros bourg de 1 500 habitants, ancien chef-lieu de canton.

Oradour-Saint-Genest a aussi eu son critérium jusqu'en 1973, qui était l'archétype d'un cyclisme rural particulièrement développé dans l'après-guerre. La course cycliste organisée à l'occasion de la fête patronale, un de ses fleurons, rassemblait de nombreux spectateurs. Ce cyclisme rural a presque complètement disparu : de 400 courses organisées en Limousin dans les années 1970, on est passé à moins de 50 en 2020.

Cette quasi disparition a de multiples causes, dont la plus déterminante semble la fin de la société rurale traditionnelle, dans laquelle la fête patronale occupait une place centrale. Fête foraine et course cycliste ont disparu, au profit d'autres divertissements. Les difficultés d'organisation, avec problèmes de sécurité, coût des assurances, manque de bénévoles ont aussi contribué à la désaffection.

Et enfin, à la fois cause et conséquence, la perte de notoriété du cyclisme est spectaculaire. Des années 1950 à 1990, le cyclisme était un des sports les plus populaires bénéficiant d'une très large place dans la presse, il n'a plus droit aujourd'hui qu'à des entrefilets.

Et c'est ainsi qu'un seul de nos 3 Oradour organise encore aujourd'hui sa course cycliste annuelle.

Jean François Pressicaud





## Le député-paysan n'aime pas la « provocation »

Mauvais anniversaire pour Emmanuel Macron qui s'était formellement engagé le 27 novembre 2017 à interdire le glyphosate en France « d'ici trois ans ». Le glyphosate est toujours là ! Sa consommation en agriculture a même augmenté passant de 8 858 tonnes en 2017 à 9 723 tonnes en 2018. On comprend que même quelques parlementaires LRM s'en soient émus. C'est le cas de Jean-Charles Colas-Roy, député de l'Isère, qui soutient une proposition de projet de visant à interdire le glyphosate. Le député-paysan de la Creuse, comme il aime à se faire appeler, Jean-Baptiste Moreau, est aussitôt monté au créneau : « Ce serait pris comme une provocation par les agriculteurs. Et une fois que c'est inscrit dans la loi, seule une loi peut le défaire. On a déjà vécu ça avec les néonicotinoïdes. Si jamais le groupe reprend une proposition de loi comme celle-là, je me barre. » Le 27 novembre toujours, *Le Monde* titrait : « Une vaste étude confirme les risques de cancer encourus par les agriculteurs français », notamment chez ceux exposés aux pesticides... Encore une horrible provocation ?



## Victoire à Eymoutiers

L'hypermarché Casino d'Eymoutiers voulait expérimenter l'ouverture le dimanche après-midi à partir du 22 novembre. « Ils prévoyaient de n'ouvrir le magasin qu'avec des vigiles en sous-traitance et les caisses automatiques. C'est-à-dire sans les salariés. » a expliqué la CGT qui a appelé à un rassemblement le 22 novembre devant le magasin. 150 personnes environ étaient là. « Nous ne soutenons pas le travail dominical dont l'interdiction a été obtenue par les luttes et qui a été actée dans le Code du travail en juillet 1906 » a expliqué le syndicat, qui ajoutait : « L'ouverture de l'enseigne sans personnel lui permettra, à long terme, de justifier d'autres suppressions d'emplois. » Finalement, le magasin n'ouvrira pas ses portes le dimanche après-midi. C'est un arrêté de la maire d'Eymoutiers, Mélanie Plazanet, qui a tranché le débat. Parmi les raisons invoquées : une telle ouverture ne correspond nulle-

ment à une attente de la population et à un besoin du public, et la commune dispose déjà d'une offre commerciale large et disponible du lundi au dimanche matin.



## La chorale rôle

Le jeudi 26 novembre sur la place du marché d'Argentat-sur-Dordogne, une petite troupe de choristes amateurs d'une vingtaine de personnes se retrouve, désireuse de pousser la chansonnette pour exprimer sur quelques notes musicales et débonnaires leur désapprobation face aux mesures gouvernementales qui s'éloignent sinistrement de la gestion de la santé publique. Sur un texte engagé mais non dénué d'humour, la joyeuse troupe commence à chanter des couplets et à scander des refrains qui font écho à leurs protestations contre les dérives de l'état d'urgence. Quelques commerçants et clients les encouragent, réclamant les textes et les accompagnant. D'autres, craignent pour leur commerce et redoutent la fermeture du marché. Craintes encouragées par l'arrivée de quelques gendarmes... Il est 11h lorsque l'équipe de choristes décide d'aller chanter dans les supermarchés de la ville. Dans ces temples de la consommation, la chorale est accueillie par les caissières et les clients dans une ambiance conviviale. Derrière les masques, on devine les sourires, quelques encouragements se font entendre du côté des files d'attente, certains applaudissent. À 11h30, la chorale rejoint le marché. Sur place, elle est attendue par une trentaine de militaires. La chorale est divisée en trois groupes, les choristes bousculés, encerclés par une douzaine d'agents chacun. Dans la confusion, l'un d'eux est écarté, plaqué au sol, menotté et placé en garde à vue... pour avoir chanté. Accusé de chefs d'inculpation démesurés en attente d'un procès. Il est convoqué au tribunal le 1er juin 2021 pour port d'arme (un opinel), participation à un rassemblement interdit, outrage, rébellion, violence sur gendarme et refus de prélèvement d'ADN.

Une caisse de soutien est créée pour participer aux frais d'avocat. Association L'Esprit en Balançoire, Aussoleil, 19320 Saint-Martin-la-Méanne.

## Inclusion : un racisme anti-rural ?

En juillet dernier l'APAJH, l'association gestionnaire du foyer d'accueil médicalisé de Gentioux, a annoncé qu'elle allait quitter Gentioux en 2023 pour une ville plus importante. Deux raisons à cette décision : l'association en a marre d'être « prise en otage » dans les querelles de la communauté de communes Creuse Grand Sud, propriétaire des bâtiments, mais aussi, selon Patrick Colo, président de l'APAJH, le nouveau foyer d'accueil médicalisé sera mieux « adapté aux besoins de nos résidents en particulier sur l'aspect de l'inclusion dans un centre urbain. L'isolement de ces personnes à Gentioux leur interdit d'exercer leur citoyenneté en étant membres à part entière de la vie sociale. Sans parler de l'accès très compliqué aux services de toutes natures qu'ils sont en droit d'attendre de la société : santé, culture, commerces, sport adapté » (*La Montagne*, 15 juillet 2020). C'est cette seconde raison qui a fait réagir Alain Détolle, conseiller communautaire de Creuse Grand Sud : « Le terme inclusion utilisé comme un étendard pour justifier l'éventuel transfert du foyer de Gentioux me pose question. Inclusion dans quoi ? Pour quoi ? Il sous-entend que le fait de vivre dans une zone rurale ne permettrait pas d'être inclus et donc que les habitants de ces zones, quels qu'ils soient, sont des exclus. Et que l'inclusion n'est possible que dans le cadre de centres urbains denses, seuls capables de satisfaire tous les besoins d'un être humain « inclus ». Est-ce que le transfert du foyer vers un « micro centre urbain » comme Bourgueuf, Felletin ou même Aubusson suffira ? Il est en effet notoirement connu que ces centres ne peuvent répondre à tous ces « besoins » d'inclusion, loin de là, faute d'une diversité de services suffisants. Il faudrait donc envisager le transfert de tous les foyers mais aussi de toutes les populations de ce rural profond vers de vrais centres urbains, riches de tous les services nécessaires pour assurer une véritable inclusion telle que l'entendent ses promoteurs. De ce point de vue, seules les grandes métropoles sont à même de proposer les services suffisants ! À rebours d'Alphonse Allais, pour inclure il faudra donc, non pas construire les villes à la campagne mais bien transférer les campagnes à la ville. »

## Faites et racines : la gendarmerie s'en mêle

On a rapidement présenté l'association Faites et racines dans IPNS (n°71) qui, du côté d'Argentat, rachète des parcelles forestières pour les soustraire à la coupe rase et les gérer de manière durable. Elle en est déjà propriétaire de 70 hectares. Mais son action ne semble pas du goût de tout le monde et en particulier de la préfecture de la Corrèze. Alors que l'association était en train de

conclure l'achat d'une parcelle avec un propriétaire, celui-ci a reçu la visite de la gendarmerie qui lui a dit pis que pendre de ses futurs acheteurs, que c'étaient des écolos extrémistes, qu'ils allaient faire une ZAD sur le lieu, etc. À tel point que le propriétaire a vendu à quelqu'un d'autre... qui a aussitôt opéré une coupe rase. Un exemple édifiant de la « neutralité » de l'État et de son engagement pour la « transition écologique »... En savoir plus : [www.faites-et-racines.org](http://www.faites-et-racines.org)

## Contestation autour d'un pylône pour la 4G

Hélène Faivre, vice-présidente du conseil départemental de la Creuse, chargée du numérique pour le département, a été interpellée par un groupe d'habitants de La Pradelle, sur la commune de Saint-Maixant : « La municipalité nous a informé de l'implantation d'un pylône 4G Bouygues/SFR à 300 m au-dessus de notre village. Les informations fournies par Bouygues étant particulièrement sibyllines, nous aimerions comprendre ce qui motive cette implantation et surtout le choix de ce site. Le document indique que c'est en application du New Deal Mobile [accord conclu en janvier 2018 entre les opérateurs de téléphonie et l'État pour l'implantation de la 4G], cependant notre village n'est pas une zone blanche et cet équipement ne figure pas dans les zones concernées par le New Deal pour la suppression des zones blanches. SFR dispose d'une antenne à moins de 1,7 km. Des antennes Free et Orange seraient par ailleurs en projet. » En conséquence, les habitants demandent le choix d'un autre emplacement. L'élue creusoise a indiqué que la question était du ressort de la préfecture puisque c'est avec elle que les opérateurs ont contracté. L'épisode reflète bien le fossé qui existe entre les habitants d'un territoire et ses « aménageurs ».

